

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N° 17

pour le socialisme

4,50 F



LES ENJEUX DU DUEL

ROCARD - MITTERRAND

Faire converger
le soutien populaire
à la résistance afghane

Profilactes
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
Marxiste Léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 30 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE

N° 17 - 4,50 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à
Pour le Socialisme



20
numéros
100 F.
1 an :
200 F.



Effacement poli de Rocard
si Mitterrand se présente...
Sourires et luttes d'influence
marqueront le PS jusqu'au
Congrès de janvier.

SOMMAIRE

3-4-5 politique



**LE PS ET LES PRESIDEN-
TIELLES** : La poursuite de
l'étude du projet socialiste
«Horizon 90», quelques
points de repère sur les
positions différentes des
courants du PS, par rapport
au PCF, le point sur les
présidentielles. Un dossier
réalisé par Jean Lermet et
Nicolas Duvallois.

7 politique

**LA CAMPAGNE ELECTO-
RALE DU PSU** : Contraire-
ment à 1974 où il s'était
rallié à la candidature de
Mitterrand dès le premier
tour des élections, le PSU
présente cette fois son pro-
pre candidat. Pourquoi cette
démarche, quels thèmes
pour sa campagne, à quelles
forces sociales s'adresse-t-
il ? Ce sont quelques unes
des questions traitées.

10 lutter



**RADIO LCA LONGWY :
DES QUESTIONS DE
FOND** La «prise en main»
de la radio CGT de lutte de
Longwy ne va pas sans po-
ser de problèmes aux con-
fédéraux. A travers cet
exemple des questions de
fond sont posées dans la
CGT.

12 lutter

**MANUFRACTURE : PAS DE
RESIGNATION** : Soumis
pendant des mois au régime
de la «douche écossaise»,
les travailleurs ont vu non
sans colère le Tribunal de
Commerce prononcer la
sentence fatale. La résigna-
tion n'est cependant pas à
l'ordre du jour, mais de
nombreuses questions sont
encore restées sans répon-
ses à Saint-Etienne.

14 pratique révolutionnaire

**NOUVELLES ORIENTA-
TIONS ET TRAVAIL DE
MASSE** : Les problèmes
actuels de la pratique révo-
lutionnaire. Après le secré-
tariat de fédération de Paris
du PCRml, une interview du
secrétariat de la fédération
Rhône-Loire.

15 mobilisations

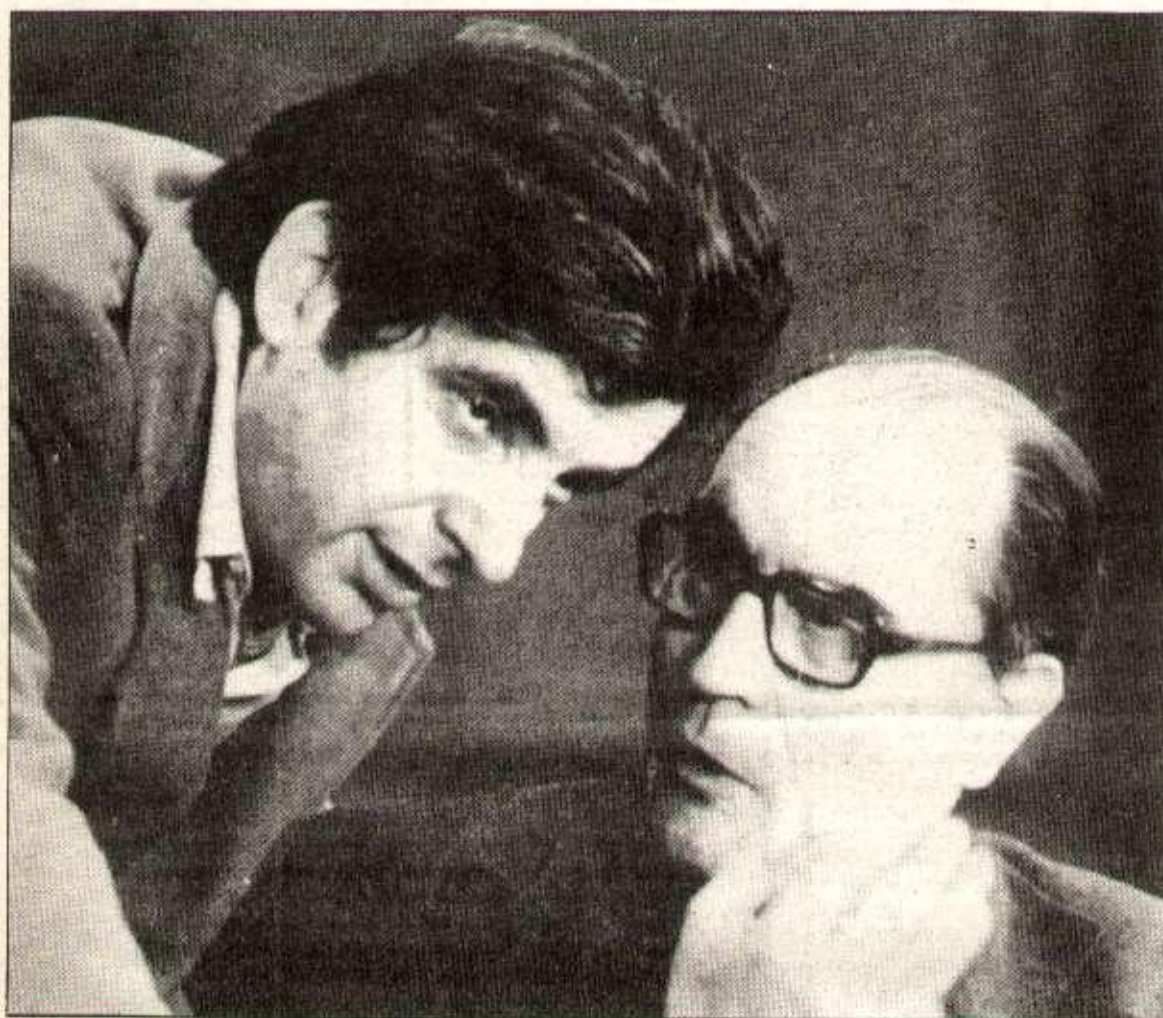


**FAIRE CONVERGER LE
SOUTIEN POPULAIRE A
LA RESISTANCE AF-
GHANE** : Le mouvement de
soutien à la résistance du
peuple afghan développe
son activité à travers tout le
pays sous la forme de
rassemblements et mee-
tings. Il vient également de
lancer une campagne natio-
nale «1 million de francs
pour le peuple afghan en
lutte». Nous avons inter-
viewé Jean Freyss, membre
du collectif.

17 inter



**UN MOMENT CRUCIAL
DANS LA LUTTE DU
PEUPLE SAHRAOUI** : De-
puis six mois, le Front
Polisario a lancé des offensi-
ves sur tous les fronts,
militaire, politique, diploma-
tique. Thomas Jallaud, se-
crétaire général de l'Asso-
ciation des amis de la RASD
répond à nos questions et
fait le point de la situation.



Chevènement et Mitterrand à Metz en avril 1979 : le «Projet Socialiste» résulte de leur volonté commune de combattre les thèses rocardiennes.

HORIZON 90 : LE «PROJET SOCIALISTE»

(3) Nouvelle gauche, vieille droite ?

Solidarité avec le Tiers-Monde, prise de conscience anti-technocratique, attachement au «pays», résistance à la bureaucratie, volonté de décentralisation, féminisme, écologie, critique de l'école : traitant de ces thèmes nouveaux qui se sont fait jour dans les luttes sociales de ces dernières années, le *Projet Socialiste* affirme : «Ils renforcent la démarche du Parti Socialiste sans se substituer à l'essentiel : la rupture avec le système capitaliste et la transformation réelle des structures de la société. Ces idées-là sont les seules que la droite ne puisse récupérer puisqu'elles visent à détruire ses propres fondements» (1). La réflexion sur cette question occupe une place importante dans le *Projet Socialiste*, et les nuances qui sont apportées à l'appréciation de ces courants aboutissent invariablement à la même conclusion : «Il ne s'agit pas pour nous d'aménager la société capitaliste, mais de lui en substituer une autre» (2) ; «les droits des femmes ne seront pas conquis hors de la lutte des classes» (3) ; à propos des régions : «Il

n'est pas possible de faire l'économie de la lutte de classes en oubliant que ce n'est pas tant la capitale que le capital qui détient le pouvoir de décider» (4).

Certes, il peut sembler positif de mettre ainsi l'accent sur la cohérence de classe d'une analyse de la société et d'une perspective politique.

Bien sûr, le pouvoir est, aujourd'hui, en France, essentiellement capitaliste. Mais cela ne peut tenir lieu d'analyse de ces thèmes nouveaux surgis dans les luttes cette dernière décennie.

Au commencement était la droite

Premier point : l'histoire idéologique des nouveaux courants ainsi repérés : «Tous ces thèmes avaient plus été illustrés dans le passé en France par la pensée de droite libérale, voire réactionnaire, que par les principaux courants de gauche, qu'ils soient de tradition radicale ou marxiste»

(5). D'où un «brouillage des pistes», une «confusion», dont «il n'est pas sûr qu'elle favorise la gauche». Appréciation rapide dans sa généralité. S'agit-il du centralisme ? La Commune de Paris, appelant à une libre fédération des communes de tout le pays, ne renvoyait pas à cette image. Le bureaucratisme ? De longue date, il était la cible de courants qui, tels que l'anarcho-syndicalisme, étaient loin d'être marginaux dans le mouvement ouvrier. L'enracinement au pays ? Bien des maquis parlaient patois où Maurice Barrès n'aurait pas été en odeur de sainteté. Ce serait gravement amputer la tradition de gauche en France que de n'en vouloir retenir que le centralisme étatique jacobin.

Récupération

Plus pertinentes en revanche peuvent sembler les remarques du *Projet Socialiste* sur la manière dont la bourgeoisie cherche à détourner nombre des nou-

Pour la bataille qui s'ouvre pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, le *Projet socialiste* adopté en janvier dernier, sera certainement une des pièces maîtresses de l'arsenal anti-rocardien. Mitterrandistes et partisans du CERES s'y sont en effet entendus pour continuer à fonder la tactique sur l'union de la gauche, et pour formuler dans cette perspective des propositions relativement proches de celles du programme commun adopté en 1972. Or, on sait que Rocard, dès le soir du deuxième tour des élections de 1978, avait pris date pour une remise en cause de ces choix.

Une longue introduction, qui doit beaucoup à la verve du candidat à la candidature J.P.Chevènement, à l'ambition de donner un cadrage idéologique à ce projet. C'est le thème que nous abordons dans le dernier des articles que nous consacrerons à ce texte.

Par Jean LERMET

veaux courants de lutte, pour autant que leur position dans le champ de la lutte des classes reste encore incertaine : «L'ordre établi a cherché à récupérer les nouvelles sensibilités et, comme toujours, la classe dirigeante s'est appuyée sur les luttes des dominés pour régler ses comptes internes et moderniser un système de pouvoir». (6)

La remarque est appliquée à certains aspects du courant écologiste, désignés comme «critiques de gauche du progrès», et dont la bourgeoisie au pouvoir s'accommode dans la mesure où elles peuvent cadrer avec l'idéologie de crise qui succède aujourd'hui dans le discours officiel à l'idéologie de croissance. De même, se trouve dénoncée la «fascination de la marginalité» qui s'exerce chez certains jeunes et à propos de laquelle le *Projet socialiste* souligne que «le précaire n'est en définitive qu'une des manifestations de la crise du capitalisme avancé» (7).

S'il est vrai que la bourgeoisie n'a pas manqué d'élaborer un nouvel arsenal ayant pour fonction de neutraliser les nouveaux courants de lutte venus s'opposer à tel ou tel aspect de sa domination, ceux-ci sont-ils pour autant réductibles à ce new-look idéologique du pouvoir ? Par exemple, et pour reprendre les deux dernières citations : la croissance à tout prix est-elle bien le credo économique que peuvent aujourd'hui se donner les révolutionnaires dans une société industrielle développée — comme le *Projet Socialiste* le fait d'ailleurs largement dans sa partie programmatique ? De même, n'y a-t-il pas, dans certaines formes de refus du travail présentes dans la jeunesse, autre chose qu'une résignation à la condition de chômeurs, la remise en cause du type et des conditions de travail que cette société est en mesure de proposer ?

Mais il faut aller plus loin, et tâcher de voir où se situe, selon le *Projet Socialiste*, la source de semblables phénomènes. Analysant ce qu'il considère un peu rapidement comme une décadence générale des «mouvements contestataires des années 60», le PS l'attribue entre autres à «la fragilité sociologique de la contestation, essentiellement portée par les jeunes — qui par nature ne le restent pas... — ou par la petite-bourgeoisie intellectuelle». (8) Passons sur la boutade concernant les jeunes, il vaut mieux pour nos auteurs. Mais l'apparence de rigueur marxiste du regard porté sur la «petite bourgeoisie intellectuelle» appelle une question : le vocable n'est-il pas en réalité un fourre-tout sociologique, où des catégories aussi dissemblables que les instituteurs et les publicitaires peuvent se trouver rangés ? D'une manière générale, le *Projet Socialiste* se montre fort hésitant dans la définition des couches qu'il désigne à la fois comme la source et comme le lieu de pénétration des idées qu'il a ainsi entrepris de critiquer : «couches moyennes», «couches nouvelles», «nouvelles couches salariées», auxquelles il est fréquemment fait allusion, ne font jamais l'objet d'aucune définition précise. L'essentiel est que de là vienne le mal. Là encore, on peut légitimement s'interroger sur ce qu'auraient de fondamentalement pervers les aspirations manifestées ces dernières années par les employés, les techniciens ou les enseignants, qu'on s'attend à voir rentrer dans ces définitions puisque leur nombre s'est considérablement développé à la faveur du remodelage de la société française. Il y a d'ailleurs quelque ironie à voir le PS censurer ainsi des couches auxquelles sa renaissance doit tant.

Mai 68 exécuté

Héritages de la droite, en voie de récupération par la bourgeoisie, issus de couches socialement suspectes, telles sont les grandes lignes que le *Projet socialiste* retient en définitive des nouveaux courants de lutte apparus ces dernières années. A cet égard, la définition donnée de mai 1968 sera particulièrement éclairante. La voici : « *Prise de conscience politique, à la fois de couches sociales nouvelles, largement secrétées par vingt années de croissance, et de la génération qui n'avait pas connu la guerre* » (9). D'ailleurs, les « *mouvements contestataires des années 60 ont perdu une bonne part de leur charge révolutionnaire* ».

On a déjà vu l'appréciation portée par le *Projet socialiste*, tant sur ces « *couches nouvelles* » que sur la jeunesse. Ajoutons qu'il est régulièrement réducteur de ne pas prendre en compte, conjointement à ces aspects bien réels du mouvement de mai, les points de vue en rupture avec les institutions traditionnelles de la gauche qui ont pu, dès ce moment, se dessiner dans la classe ouvrière elle-même, et qui allaient connaître des développements considérables, dont la lutte de LIP en 1973 n'est que l'exemple le plus connu.

Au fond, cette impasse vient de donner la clef des outrances qui la précèdent : le sectarisme apparemment prolétarien qui s'y manifeste vient ainsi à s'étendre à la classe ouvrière elle-même, dès lors que celle-ci n'entre plus dans les schémas politiques que le *Projet socialiste* s'est donné pour tâche de défendre. Pourquoi, en effet, vouer de la sorte aux gémonies ces aspects nouveaux surgis en opposition aux propositions traditionnelles de la gauche. C'est que, voyez-vous, le programme commun « *visait à donner une traduction globale aux aspirations* » (10) qui se sont manifestées durant cette période. Or, de nombreux courants de lutte se sont caractérisés justement par cela qu'ils ne s'y reconnaissaient pas. Et, puisque le *Projet socialiste* reprend pour l'essentiel les grandes lignes de ce programme, il faut que tout ce qui s'en écarte soit condamné comme non-prolétarien, même si cela vient de la classe ouvrière elle-même.

Dès lors, à quoi bon s'engager dans une dénonciation vigoureuse de la démobilitation, du « *désengagement politique* », de l'offensive idéologique de la droite, si c'est avec seule perspective un remake d'une union de la gauche qui a sombré corps et bien, voici deux ans et demi, un soir d'élections législatives.

1) *Projet socialiste* P.28

2) *ibidem* P.32

3) *ibidem* P.45

4) *ibidem* P.46

5) *ibidem* P.26

6) *ibidem* P.46

7) *ibidem* P.144

8) *ibidem* P.177

9) *ibidem* P.24

10) *ibidem* P.24



Ils ne se regardaient pas, mais ils manifestaient côte à côte. C'était... en septembre 1973. Depuis, les itinéraires ont divergé.

FACE AU PCF : LA SPECIFICITE ROCARDIENNE

Par Jean LERMET

Parmi les thèmes du débat qui se déroule aujourd'hui au Parti socialiste, la question des rapports avec le PCF occupe nécessairement une place significative. Dans une situation où une alliance à droite n'est guère possible pour ce parti, et où le PCF semble couper pour toute une période les possibilités d'union de la gauche, le PS se trouve en position délicate. Au-delà de positions générales nécessairement communes, des nuances appréciables se manifestent sur la manière de contraindre le PCF à l'unité et sur le type d'unité à rechercher avec lui.

Prenant la parole en janvier dernier devant la Convention nationale du PS qui a adopté le *Projet socialiste*, Michel Rocard faisait la distinction entre « *ceux qui par principe veulent maintenir l'intention de ramener le Parti Communiste à une véritable orientation unitaire, et ceux qui pensent que ces décisions sont stratégiques et prises pour très longtemps, et qui par conséquent n'entendent plus cultiver pour l'immédiat un rêve sans espoir, celui de l'unité obtenue par une négociation de sommet* ». Ainsi se trouvait défini un des grands points de clivage entre la minorité du PS et son actuelle direction Mitterrandistes-plus-CERES, désignés par la première définition.

Encore faut-il cerner exactement sur quoi portent les divergences, s'agissant du rapport que le Parti Socialiste entretient avec le PCF. Sur la nécessité de l'union ? « *Le parti est unanime à vouloir maintenir la stratégie de l'union de la gauche comme un axe fondamental de sa politi-*

que », estimait également Rocard le 29 avril 1978. C'est-à-dire qu'il se rangeait lui-même parmi les tenants de cette stratégie. Il n'a d'ailleurs pas manqué de le faire fréquemment, et il n'existe guère de raison de mettre ses propos en doute, pour autant que chaque responsable du PS est conscient aujourd'hui que l'isolement le maintient dans l'opposition, et que tout renversement d'alliances le conduirait à l'éclatement.

La question des concessions

S'agit-il alors d'une situation où les uns seraient plus prêts que les autres à faire des concessions au PCF ? S'agissant du CERES, la première position ne serait pas surprenante. Mais les mitterrandistes dominent suffisamment l'alliance dirigeante pour que la position officielle du parti reste très ferme. Le *Projet*

socialiste dit sans ambage : « *Il faut que le Parti socialiste apparaisse comme la force d'animation dans l'alliance* ». La voie consiste donc à contraindre le PCF à revenir à la tactique d'union. On rejoint ici encore les préoccupations de Michel Rocard, qui déclarait le 29 avril 1978 : « *Nous ne ramènerons pas le PCF à la stratégie de l'union par une confiance aujourd'hui bien difficile à reconstruire, et encore moins par des concessions ; il les prend toujours pour des signes de faiblesse* ». Ni virage à droite, ni soumission au PCF : le Parti Socialiste apparaît uni pour l'essentiel sur cette position. Et, sur le dernier point, la tactique actuelle de Georges Marchais ne lui laisse d'ailleurs guère le choix.

Le bilan du programme commun

Là où les divergences commencent à se manifester, c'est sur le type d'unité qu'il s'agit de reconstruire aujourd'hui.

Et naturellement, les divergences en la matière commencent avec le bilan qu'il s'agit de tirer de la période du programme commun. D'un côté, le *Projet socialiste* affirme très nettement son attachement à ce texte. De l'autre, Michel Rocard affirme, avant de dresser la liste des points qui constituent selon lui les principales contradictions en-

tre les deux partis : « *Ni les uns ni les autres, nous n'avons été assez clairs sur notre projet, sur le type de société auquel l'application du programme commun ouvrirait le chemin* ». (1). C'est-à-dire assez lucidement que PS et PCF, tous deux signataires d'un programme commun de gouvernement, étaient porteurs l'un et l'autre de projets politiques contradictoires. Ce qui conduit à une dénonciation des rapports entre les deux partis en 1977-1978 : « *Il ne faut plus qu'il y ait dans la gauche française de 23 septembre ni 19 mars, c'est-à-dire ni rupture sur de faux prétextes ni raccommodage sur des faux-semblants* ».

Relativiser le programme

D'où une double conséquence. Premièrement, concernant les moyens qui doivent permettre de refaire l'unité de la gauche. Pour la direction du PS, il semble bien aujourd'hui que la tactique consiste à faire le gros dos, à laisser passer l'orage du pilonnage organisé par la direction du PCF, et à compter sur l'avantage électoral que peut prendre le PS pour ramener son partenaire à de meilleurs sentiments. De son côté, M. Rocard tente de définir les contours d'une alliance qui permettrait d'accuser de plus fortes pressions sur le PCF :

L'OBJECTIF PRINCIPAL DE MITTERRAND : GARDER LE CONTRÔLE DU PS

Si l'on en croit sa déclaration de Marseille, Mitterrand sera candidat à la candidature du PS à l'élection présidentielle. Il a toutes les chances d'être désigné au soir du congrès extraordinaire du 24 janvier prochain. Mais de la manière dont vont se dérouler les événements dans le PS dans les trois mois à venir dépend le résultat des socialistes à l'élection présidentielle, et surtout l'évolution des rapports de force internes à ce parti.

Par Nicolas DUVALLOIS

Au printemps dernier, quand fut mise au point la procédure de désignation par le PS du candidat à l'élection présidentielle, on a sans doute mal mesuré les subtilités qui sous-tendaient une telle procédure. On les comprend mieux maintenant, au fur et à mesure que se déroulent les faits.

Michel Rocard souhaite faire acte de candidature, en s'appuyant sur l'investiture de son parti tout en profitant d'un mouvement d'opinion qui ne s'identifie pas exactement à l'électorat traditionnel du PS. D'où son discours de Conflans, qui annonçait ses intentions à l'ensemble des français tout autant qu'aux militants du PS. Rocard entend par ailleurs mener une campagne d'ampleur, non hypothéquée par les contraintes de la procédure interne du Parti Socialiste. D'où sa décision de se prononcer dès le 19 octobre, premier jour de la période de dépôt des candidatures socialistes. Jean Pierre Chevènement a pour objectif essentiel d'empê-

cher la candidature Rocard, coupable à ses yeux de s'éloigner du *Projet* qu'il a lui-même rédigé, et que la majorité du parti a adopté. D'où l'annonce de sa candidature le 21 octobre, deux jours après Rocard : il s'agissait pour l'animateur du CERES d'allumer un premier contre-feu à la candidature Rocard, en attendant que Mitterrand ne se prononce.

François Mitterrand, enfin, s'affirme essentiellement soucieux de l'unité du PS, que apparemment il estime menacée. Il cherche à faire en sorte que sa candidature apparaisse comme indiscutable aux yeux de l'ensemble des militants socialistes, et ainsi consacre ainsi l'unité du parti derrière lui et ceux qui lui sont proches. D'où sa volonté de retarder au maximum l'annonce de sa candidature, pour qu'elle n'apparaisse pas comme une parmi les autres. D'où également l'appel au plébiscite, qui permettrait au premier secrétaire de se présenter, le 8 novembre prochain (date où se réunira le comité directeur pour entériner

les propositions de candidatures des fédérations) comme le «seul candidat» que la majorité des instances du PS appellent de leurs vœux.

L'objectif d'une candidature

«Je vous écoute sans me presser, sûr d'avoir raison lorsque j'exprime votre volonté» a dit Mitterrand dimanche à Marseille, avant d'ajouter «le 8 novembre, je serai là où le devoir commande». Dans la mesure où l'écrasante majorité des fédérations (40 l'ont déjà fait) réclament le 8 novembre sa candidature, on peut s'attendre logiquement à ce que Mitterrand considère comme «de son devoir» d'être candidat. Les choses n'en seront pas terminées pour autant, et plusieurs hypothèses valent d'être examinées.

On peut assister dans le PS à des «primaires» opposant Rocard à Mitterrand. C'est le souhait de ce dernier, qui pense qu'un duel permettrait l'ouverture d'un débat politique interne susceptible d'assurer la primauté de ses positions. Compte-tenu de ses

rapports de force interne, Mitterrand a de grande chance d'être alors désigné comme candidat le 24 janvier, par le Congrès extraordinaire prévu à cet effet. Ce serait pour lui une victoire politique moyenne sur Rocard, lui permettant d'assurer un peu plus sa domination sur le PS. Secondairement, Mitterrand n'aurait guère à craindre du résultat de l'élection présidentielle proprement dite : les militants ayant choisi eux-mêmes leur candidat, ils n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes en cas d'échec important face à Giscard.

Favorable à Mitterrand dans sa volonté de garder le contrôle du PS, cette hypothèse a son revers : engagé dans une bataille interne passionnée, le PS affichera plus ses divisions, et ne se consacra guère à la campagne présidentielle avant le mois de février. Qui plus est, cette bataille interne laissera forcément des traces, probablement durables, mais qui en tout cas nuirait à la mobilisation d'ensemble du PS autour de son candidat.

Que va faire Rocard ?

Une deuxième hypothèse est envisageable : c'est celle d'un retrait pur et simple de Michel Rocard. En faisant cela, le député des Yvelines serait fidèle au serment formulé à Metz en 1979, comme quoi il ne serait «jamais candidat contre Mitterrand». Apparemment, cette hypothèse ouvrirait une voie royale au premier secrétaire. En fait, elle permettrait à Rocard de se situer sur une position forte après 81, du moins en cas de défaite électorale des socialistes : ayant

choisi d'abandonner ses chances éventuelles sur l'autel de l'unité du parti, Rocard aurait beau jeu de s'opposer avec plus de moyens à un Mitterrand battu pour la troisième fois, et sans doute de manière plus nette qu'en 1974. Non encore jouée, la carte Rocard apparaîtrait comme plus crédible pour les prochaines batailles.

Une troisième hypothèse vaut d'être formulée. Plébiscité dès le 8 novembre, Mitterrand pourrait attendre encore avant de faire acte de candidature. Il laisserait ainsi Rocard s'affronter à des candidats de second ordre, Chevènement par exemple, avant que d'apparaître, au dernier moment, comme le fédérateur du parti, le seul qui soit susceptible d'empêcher que le PS ne se déchire dans ses querelles de courants. Là encore, Mitterrand trouverait un moyen d'assurer sa domination sur le PS. Mais sans doute un affrontement Rocard-Chevènement laisserait-il des traces importantes dans le PS (les militants étant contraints de se situer par rapport à ces deux pôles nettement opposés), dans le même temps où les chances socialistes en avril 1981 seraient hypothéquées par une trop âpre campagne interne.

Au-delà de ces hypothèses, la volonté (presque) clairement affichée par Mitterrand à Marseille d'être candidat prouve, s'il en était besoin, que le contrôle du PS est un des enjeux de l'affrontement actuel, et sans doute le principal aux yeux de Mitterrand et de ses partisans. Si on en croit les sondages, le prix à payer pour ce contrôle du PS risque bien d'être une nouvelle victoire de Giscard.

Rocard, Cot, Taddei et Françoise Gaspard : tous les rocardiens ne sont pas favorables à une «primaire» contre Mitterrand.



«Cette union doit être plus large que les seuls partis politiques ; elle vise à établir des convergences de lutte et d'objectifs avec des forces syndicales, associatives, culturelles, et des mouvements sociaux qui participent au combat pour le changement social». (2). C'est ainsi qu'il deviendrait possible, en isolant le PCF dans les institutions de gauche autres que les partis, de le «ramener à accepter l'Union de la gauche» (3).

Deuxièmement, l'unité avec le PCF ne pouvait plus, comme par le passé, être fondée sur un programme de gouvernement : «Elle doit être plus souple ; la discussion sur des objectifs gouvernementaux entre partis politiques ne constitue que l'un des aspects de la stratégie unitaire : la détermination d'objectifs d'unité d'action et de transformation est également indispensa-

ble». Relativiser le programme de gouvernement, tel est bien le sens de la formule. Une fois de plus, elle s'oppose directement à la démarche entreprise par le *Projet Socialiste*, qui ressemble comme un frère au programme adopté par le PS en 1972, lequel préparait le Programme commun. Une fois prises en considération les conditions générales qui deviennent nécessairement en la matière des positions pratiquement communes à l'ensemble du PS, ce sont donc bien deux choix politiques qui s'y affrontent concernant la manière de traiter les rapports de ce parti avec le PCF.

(1) Discours à Joinville-le-Pont, le 12 octobre 1978.

(2) 29 avril 1978

(3) Motion d'orientation présentée au Congrès de Metz.

L'assassinat du jeune marocain Lahouari Ben Mohammed, tué à Marseille par un CRS lors d'un contrôle d'identité a révélé une nouvelle fois le climat d'insécurité que font régner ces genres de contrôles. Contrôles illégaux, rappellent le Syndicat de la Magistrature et la Fédération autonome des syndicats de policiers qui dénoncent la proposition de légalisation, par le projet «Sécurité et Liberté», de cette pratique dangereuse pour les libertés démocratiques.

Le jeune Lahouari Ben Mohammed vient s'ajouter à la trop longue liste des victimes des «bavures» policières au cours des contrôles d'identité : Un homme, présumé malfaiteur est tué à Muisson le 19 mars ; à Triel dans les Yvelines, Thierry Delhaye, dix-huit ans qui venait de franchir un barrage est abattu ; à Lunéville, Jean-Luc Riedel, 24 ans est tué par un policier qui tentait de le ceinturer au cours d'une interpellation ; Francis Letellier, 23 ans, Abdelkader Grib, seize ans... tous victimes de l'insécurité policière et de l'illegalité ou... de la légalité.

Car rappelons-le, si les contrôles d'identités sont illégaux, il existe une législation qui autorise les contrôles des étrangers, les contrôles pour infraction au code de la route, les contrôles de «citoyen piéton» (c'est la formule officielle) en cas de flagrant délit ou d'enquête sur commission rogatoire. Autant d'occasions laissées à l'arbitraire, à la violence, au racisme. Autant d'occasions laissées au policier «à la gachette facile parce qu'il fait froid» (c'est ce qu'a déclaré le CRS de Marseille avant de tuer Lahouari) d'exercer ses talents. Autant de restrictions aux libertés démocratiques.

«Quand des circonstances particulières l'exigent»

Les contrôles d'identité, comme la fouille des voitures, condamnée par le conseil institutionnel, sont illégaux. Mais tout comme pour la fouille des voitures, l'Etat n'a cure de sa propre légalité : la pratique devient légale. Poniatowski lance les opérations coup de poing, les couloirs du métro se peuplent d'uniformes qui interpellent «au faciès» jeunes et immigrés...

Où quand la légalité n'est pas, on la crée purement et simplement, en violation avec les droits inscrits dans la constitution (chaque citoyen peut circuler librement) : ainsi, à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation de 1973 (l'arrêt Friedel), l'autorité administrative peut contrôler l'identité des personnes quand «les circonstances particulières l'exigent». Quelles peuvent être ces circonstances particulières ? Le cas Friedel est particulièrement éclairant : à l'occasion d'une manifestation interdite, Friedel est interpellé. Il est conduit au centre Beaujon, et relâché au

bout de dix heures, après vérifications et photos. Il porte plainte pour détention arbitraire ; le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu, la Cour de Cassation rejette le pourvoi. Ainsi, ces circonstances particulières ne sont pas n'importe quelles circonstances : il s'agit d'empêcher une manifestation non-autorisée, un trouble à l'ordre public.

A quoi rêve Peyrefitte ?

Faire des circonstances quotidiennes, des circonstances particulières, tel est le rêve caressé par le Garde des Sceaux. Tout citoyen serait contrôlable et contrôlé : interpellé par une brigade, vérifié, identifié, il sortirait du commissariat de police pour y entrer de nouveau accompagné de nouveaux mentors. Les cars de police seraient munis de terminaux, il suffirait de présenter la zone de lecture optique au verso de la carte et on pourrait aisément procéder à des opérations de fichage, dans l'instant. Le confort de l'usager serait accru ! Point d'attente interminable dans un centre inconfortable ! On pourrait contrôler tous ses déplacements, en finir avec la liberté d'aller et venir.

Ce rêve est en train de se réaliser : ce sont les articles 47 bis et 47 quater du projet «Sécurité et liberté» :

«Tous les personnels de police et de gendarmerie (sauf la police municipale) peuvent procéder au contrôle sur place ; ce contrôle est discrétionnaire (toute personne dont il apparaît nécessaire de contrôler sur place l'identité...), il peut intervenir aussi bien en

CONTRÔLER, VERIFIER, IDENTIFIER, FICHER TOUT LE MONDE : LE RÊVE DE PEYREFITTE

police judiciaire qu'en police administrative.». La détention pour vérification d'identité est possible en cas de recherche judiciaires (ce qui est déjà le cas), soit lorsque la personne contrôlée sur place n'a pu justifier de son identité ; elle n'est pas limitée dans le temps ; l'officier de police judiciaire n'est pas tenu d'en aviser le Parquet, sauf «en cas de difficultés» ; le refus du contrôle de vérification devient un délit.

En clair : tout citoyen doit à tous moments être porteur de sa carte d'identité sous peine d'être secrètement retenu au poste pendant une durée indéterminée !

Contradictions

Ce projet qui tend ni plus ni moins à écraser les libertés élémentaires, ce projet s'il suscite l'enthousiasme des commissaires de police et des officiers de police judiciaire dont il assure une totale liberté de mouvement, s'il est encouragé par certains magistrats, n'en fait pas moins naître des contradictions au sein des institutions d'Etat. Le Syndicat de la Magistrature a consacré deux numéros (mai-juin et septembre 1979) de son mensuel *Justice* à l'analyse et à la dénonciation du projet «Sécurité et liberté», et plus particulièrement de l'extension des pouvoirs de la police en matière de contrôle d'identité : Michel Marcus, secrétaire général du syndicat de la Magistrature, démontre le caractère fallacieux de la justification de cette extension des contrôles de police à partir d'un exemple : «Le résultat de l'opération lancée par la police à propos de l'enlèvement du baron



Empain est strictement zéro : une centaine de contraventions pour défauts de cartes grises ou d'assurance ! Cette opération a été déclenchée soi-disant dans le cadre d'un flagrant délit que l'on va faire durer six semaines, avec la complicité du procureur de la République.». La véritable intention de cette légalisation de ces contrôles c'est «le désir d'identifier, d'intimider et d'étendre les pouvoirs de la police. On fait prévaloir la sécurité, la «prévention» sur la liberté. Au nom de la sécurité, on confisque nos libertés. Il rappelle que ce projet n'est pas isolé : «Il faut le rapprocher de celui d'une carte

nationale d'identité informatisée. A quand le matricule obligatoire ?»

Le Syndicat de la Magistrature a déjà entamé une action contre ce projet «Sécurité et liberté» : les six heures pour les libertés à Paris ont réuni 600 juristes et les représentants de toutes les organisations. Des manifestations regroupant magistrats, avocats et enseignants se déroulaient en même temps. Il se fixe comme objectif la liaison avec les syndicats d'enseignants, la CFDT et la CGT et les syndicats de police.

Ceux-ci ont déjà répondu à cet appel puisque Deleplace, secrétaire général de la Fédération Autonome des syndicats de police a publié avec Michel Marcus, un texte dans *Le Monde*, dénonçant le caractère dangereux et inefficace des contrôles d'identité.

Ces contestations ne s'expriment pas toujours de manière complètement claire. Ainsi, par exemple, le Syndicat de la Magistrature demande à participer à l'élaboration du projet Peyrefitte. La FASP pour sa part, craint surtout pour l'image de marque de la police. Cependant, il y a là des contradictions qui se développent dans l'appareil d'Etat, et finalement, ce sont autant de difficultés que le pouvoir rencontre pour réaliser ses sinistres projets.

Le point de vue de M. Deleplace (Secrétaire de la FASP)

«Pour nous l'excuse de la prévention est nulle ! Ces contrôles d'identité sont totalement inefficaces ou alors qu'on nous le prouve : à ce jour aucun chiffre officiel n'a été publié sur les résultats des opérations coups de poings. Mais surtout, nous, policiers nous ne voulons pas mettre le doigt dans un engrenage qui permet de contrôler tous les citoyens. Nous estimons en effet que cette procédure n'a pour but que d'habituer tout le monde à être arrêté par un policier.

Faisons de la police-fiction : un citoyen peut être interpellé lors d'un contrôle d'identité. Il reste 4 ou 5 heures au poste, on le relâche car rien ne permet de le retenir. Il sort. Une autre brigade procède à une vérification

d'identité : de nouveau il est conduit au poste pour en ressortir après les vérifications habituelles et pour être encore pourquoi pas contrôlé et emmené dans un autre commissariat. Certes, c'est encore de la fiction, mais c'est bien là, l'esprit du législateur : opérer un contrôle systématique de la population.

En fait la police, comme elle est dirigée aujourd'hui, est le reflet, est l'instrument d'une politique et le résultat, c'est que la police devient ou est ressentie comme une organisation contre la jeunesse, contre les immigrés. Et cette politique du pouvoir rejailit sur notre corps : la population nous rejette, se dit que la police est raciste, anti-jeune etc. Cette image nous n'en voulons pas.

Jean-Louis BRUNET

POUR L'ALTERNATIVE



«L'ALTERNATIVE AUTOGESTIONNAIRE», THEME DE LA CAMPAGNE ELECTORALE DU PSU

Dès janvier 1979, lors de son 11^e Congrès, le PSU se prononce pour «une candidature du courant autogestionnaire» aux présidentielles de 1981. La division de la gauche et l'échec de 1978 ont conduit le PSU à cette décision : il ne peut plus, sous peine de disparition (ce sont ses propres termes), faire figure d'appendice d'une gauche maintenant désunie. Et à côté d'un PS qui l'a pour partie aspiré à l'occasion des «Assises pour le Socialisme» en octobre 1974, il doit affirmer l'originalité de son projet.

La décision est donc prise de longue date, mais c'est le Conseil national de novembre 1979 qui définit les contours de la campagne du PSU en s'appuyant sur l'analyse suivante. Confrontée à la

crise, la droite accentue sa politique d'austérité et «offre par là un terrain nouveau» aux luttes et à l'unité syndicale. Toutefois le PSU fait remarquer avec justesse que le développement des luttes rencontre deux obstacles : «L'échec de mars 1978 et l'absence d'alternative politique» d'une part, de l'autre les conséquences sociales (nouvelles divisions du travail) de la crise. Le PSU en conclut que c'est «la reprise d'un ample mouvement social (lutte sur l'emploi, le pouvoir d'achat, mobilisation contre le nucléaire, mouvement des femmes contre le loi Veil....) qui commande le déblocage des forces politiques». Pour être durable, cette relance exige au plan politique «l'affirmation d'un plan alternatif» qui selon le PSU doit

être de nature autogestionnaire.

Pour donner plus de poids à sa candidature, le PSU cherche à intervenir sur le contenu de la campagne des partis de gauche. Il ne fera campagne pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour que si ce dernier s'engage publiquement à prendre en compte une série de propositions jugées essentielles par le PSU. Nous citons en encart les principaux thèmes de ce «contrat présidentiel».

Fonction et portée du «contrat présidentiel»

Selon Michel Mousel, membre du bureau national du PSU, ce contrat revêt un double aspect : «C'est d'abord une proposition d'ordre général à l'ensemble des forces populaires pour que, au-delà des compétitions du premier tour, se réalise le rassemblement nécessaire pour le second... C'est ensuite les propositions que nous faisons pour que les préoccupations urgentes, ressenties comme vitales par une partie des forces nécessaires au rassemblement y soient exprimées par des engagements contrôlables et vérifiables». Cette démarche unitaire et ce souci d'efficacité de l'engagement électoral rencontre cependant un premier obstacle : à n'être entreprise que par le

PSU qui en a décidé les bases, l'initiative risque de manquer de poids. D'ores et déjà Mitterrand, n'a-t-il pas répondu en affirmant, lors de sa conférence de presse du 24 juin, qu'il «ne négocierait pas le ralliement des groupes ou des personnes qui souhaiteraient présenter un candidat» ?

Par ailleurs, au sein même du PSU, cette proposition a suscité plusieurs réserves. Si l'on écarte les propositions de discussion avec Rocard, deux dangers ont été évoqués : le risque que «le désistement soit automatique et que le contrat présidentiel soit sans portée» ou que «la difficulté à mener les négociations sur le contrat aboutisse à un abandon du vote de gauche au second tour». La porte est donc étroite : selon que le contrat est accepté ou non, le PSU «fera ou ne fera pas campagne au second tour pour le candidat de la gauche», dans tous les cas il se désiste.

Des alternatives pour les «mouvements sociaux»

Les thèmes de campagne d'Huguette Bouchardau seront les thèmes du PSU présentés sous la forme de six alternatives à la politique du pouvoir : alternative internationale («oppression ou coopération ?»), politique («déléga-

tion ou droit à la décision ?»), économique («moins d'emploi ou plus de temps libre ?»), sociale («surexploitation ou égalité des revenus, des statuts, des pouvoirs ?»), écologique («plus de gaspillage ou plus d'utilité ?») et enfin culturelle («compétition ou autogestion ?»).

L'examen du contenu du contrat présidentiel confirme cette analyse. Celui-ci «prend en compte les objectifs centraux des autogestionnaires», l'examen vaut donc pour l'ensemble de la campagne. Deux des cinq points du contrat paraissent occuper une place prépondérante : le nucléaire et l'armement. D'abord parce qu'ils sont plus spécifiques que les autres de l'intervention du PSU en général : le PSU a été l'une des premières forces à s'opposer au programme nucléaire français et le Mouvement pour un Alternative Non-violente (MAN) a mené conjointement au PSU la campagne des législatives. De plus le PSU imbrique souvent ces deux thèmes : «La militarisation à laquelle on assiste sur le plan international, déclare-t-il se double d'un renforcement des systèmes de contrainte militaro-policiers à l'intérieur de tous les pays industrialisés». D'une certaine façon, pour le PSU, le



Les thèmes du contrat présidentiel

- Réduction massive du temps de travail.
- Réduction des inégalités (en particulier, augmentations massives des bas salaires et réductions des hauts revenus).
- Le nucléaire : arrêt de la construction de nouvelles centrales, refus de surgénérateurs et remise en discussion du programme énergétique.
- L'armement : notamment gel de toutes les nouvelles constructions d'armes et désarmement en Europe.
- Les institutions, les libertés : notamment abrogation des institutions et des lois répressives, droit à l'autodétermination pour les peuples des DOM-TOM et de la Corse.

choix du nucléaire participe de cette militarisation comme en témoigne le slogan «société nucléaire, société policière». Enfin et surtout le PSU accorde dans les faits une importance disproportionnée à ces deux questions, objets de la plupart de ses actions propres dans la dernière période. Citons d'une part la campagne contre le tout-nucléaire lancée en juin 1979 et les multiples assises régionales sur l'énergie, d'autre part la journée de résistance à la militarisation du 26 avril, principale manifestation publique du PSU en 1980.

Des réponses erronées

«Depuis ces derniers mois, le monde résonne aux bruits des bottes et la confiance en un futur sans guerre s'est évanouie». Cette première phrase de l'appel pour la journée du 26 avril, atteste d'une prise en compte réelle de la montée des dangers de guerre. Cependant le PSU semble plus préoccupé de l'augmentation globale des stocks d'armes, que de savoir qui sont les responsables de l'accroissement des périls. Ainsi l'appel précise : «Même les pays les plus pauvres se voient entraînés aujourd'hui dans cette politique d'autodestruction et de gaspillage : les dépenses militaires des pays en voie de développement augmentent deux fois plus vite que leur produit national brut».

Troupes russes en Afghanistan ou interventions françaises en Afrique, tous les agresseurs sont mis sur le même plan. De la même façon, le PSU sous-estime le danger soviétique : dans un éditorial de l'hebdomadaire de ce parti, B. Rave-nel affirme que «pour le peuple français, la menace n'est pas celle d'une guerre» et estime que «les missiles soviétiques SS20 ne modifieraient pas l'équilibre général des forces».

Tout cela conduit le PSU à minimiser la réalité de l'affrontement entre USA et URSS dont l'Europe constitue l'enjeu comme en témoigne les SS20 pointés sur l'Europe et la future installation des fusées Pershing II dans les

pays de l'OTAN ainsi que la stratégie globale de l'URSS au Moyen-Orient visant à contrôler les voies d'approvisionnement en pétrole.

En militant pour une Europe sans armes nucléaires et la suppression de la force de frappe française, le PSU adopte une attitude de désarmement unilatéral plus susceptible de servir les volontés hégémoniques des superpuissances que d'inciter ces dernières à cesser leurs interventions meurtrières. La problématique du «Non au nucléaire» souffre quant à elle de certaines ambiguïtés. En développant des alternatives énergétiques régionales, le PSU tend à faire découler le projet de société de la solution des problèmes énergétiques. A la lecture du projet Alter Breton, intitulé «mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire», domine l'impression que le sort des travailleurs bretons dépend d'un choix énergétique : «Le choix des techniques adaptables à tous les climats et à toutes les ressources amène... une plus grande indépendance économique, restreint les domaines des monopoles, rend possible le contrôle local et au-delà, le contrôle populaire».

La campagne du PSU exprime une position critique vis-à-vis de la gauche et une volonté de développer en positif une «gauche différente». A cette fin le PSU a choisi de s'adresser en priorité aux «mouvements sociaux» mais dans les faits, il tend à confiner sa campagne au cadre restreint des combats anti-nucléaires et antimilitaristes.

Or, ces mouvements marquent le pas : les anti-nucléaires sont à la recherche d'un second souffle et le mouvement des soldats s'est effondré. Quant à ceux qui plus largement s'inquiètent des dangers de guerre, les réponses du PSU ne sont pas de nature à les convaincre. Enfin, faute de prendre pleinement en compte les divisions apparues après l'échec de mars 1978 dans le PS et le PCF, le PSU s'engage dans une campagne peu susceptible de concerner les militants critiques de ces partis.

RECTIFICATIF

Dans l'article intitulé «Thermos à Grenoble, le nucléaire banalisé» (PLS n° 16), une malencontreuse erreur de transcription nous a fait écrire que le PCF participait à la coordination locale «énergie-développement». En réalité, le PCF a pris position à Grenoble pour le projet de chaudière nucléaire.

JEAN KEHAYAN EXCLU DU PCF

Nicolas DUVALLOIS



Jean Kehayan et sa femme dédicant leur livre «Rue du prolétaire rouge».

Le Comité central du PCF qui se réunit prochainement, devra examiner la proposition d'exclusion formulée par la fédération des Bouches-du-Rhône à l'encontre de Jean Kehayan. Si, comme tout le laisse penser, le CC ratifie la proposition, ce sera la première fois depuis plusieurs années qu'un militant est ainsi exclu publiquement.

En 1978, Marchais avait pourtant affirmé solennellement qu'«il ne sera procédé à aucune exclusion». Officiellement, le Comité fédéral des Bouches-du-Rhône fonde sa décision sur un extrait du dernier livre de Jean Kehayan, *Le tabouret de Piotr*, dans lequel celui-ci écrit : «Parce que toutes les solutions pour nous faire entendre sont épuisées (...), notre dernier recours, pour désavouer une politique allant à contresens de la raison, sera de ne pas voter communiste tant que le PCF n'aura pas prouvé son autonomie intégrale, économique et politique, vis-à-vis du PCUS et entrepris une étude fondamentale sur les causes de l'échec du socialisme en URSS».

Sans doute les dirigeants départementaux du PCF pensent-ils avoir trouvé un moyen logique d'exclusion d'un militant qui appelle à ne pas respecter les décisions prises lors de la conférence nationale des 11 et 12 octobre dernier. En ce sens, la décision peut être considérée comme un avertissement envers ceux des militants qui s'estiment «déliés de l'obligation de s'engager personnellement dans la bataille des présidentielles».

(Voir PLS de la semaine dernière).

Jean Kehayan, co-auteur de *Rue du prolétaire rouge*, s'efforce depuis plusieurs années de développer l'information sur la réalité de l'URSS. Il est d'ailleurs l'un des animateurs d'un colloque international qui doit avoir lieu à Marseille les 8 et 9 novembre prochains sur le thème «la situation des travailleurs en URSS», avec de très nombreux dissidents. A un moment où la direction du PCF martèle l'idée du «bilan globalement positif» et tente de délimiter les contours de l'organisation autour du soutien à l'URSS, l'exclusion de Jean Kehayan apparaît comme n'étant pas étrangère à ses prises de positions. «Pendant deux ans, a déclaré Jean Kehayan, aucun dirigeant d'un quelconque niveau n'a accepté de me recevoir pour me demander des explications. Cet affolement augure mal de la dignité de la campagne électorale et des espoirs de changement pour les travailleurs».

Si cette exclusion est la première qui soit ainsi officiellement annoncée, d'autres pressions «organisationnelles» ont été pratiquées sur les militants critiques. En janvier, un élu municipal de Tourcoing s'était vu blâmé publiquement par sa section pour avoir désapprouvé l'attitude de son parti vis-à-vis de l'invasion soviétique en Afghanistan. En février, une cellule du 19^e arrondissement de Paris, la cellule Maçon-Mossinot, à laquelle appartient Paul Laurent, s'était adressée à plusieurs

militants, dont Yvonne Quilès et Jean Rony, en leur demandant «pourquoi ils continuent à vouloir se compter parmi les membres du parti révolutionnaire». La même démarche avait été effectuée en mars par la section de Versailles à l'adresse de Jean Elleinstein. Le comité d'arrondissement du 12^e vient d'ailleurs de faire savoir que Elleinstein s'est mis

«hors du parti, de sa politique et de son organisation». Les motifs invoqués tiennent il est vrai à son hostilité à la candidature Marchais, mais aussi au fait que «en devenant un des rédacteurs du Figaro Magazine, il apporte une caution honteuse au rédacteur en chef de cette revue, Louis Pauwels, chroniqueur de la Nouvelle Droite».

LE GOUVERNEMENT PRECEDE LES SOUHAITS PATRONAUX

Des 5^e Assises du patronat, qui viennent de se clore à Strasbourg, les médias n'ont retenu que le thème de l'innovation. Et de montrer en exemple ces géniaux petits patrons inventeurs d'un nouveau produit, ou d'une nouvelle manière de vendre ou de fabriquer leurs marchandises. En fait, derrière l'innovation, ce sont bien les souhaits d'ensemble du patronat qui sont apparus à Strasbourg.

L'innovation, selon les patrons, n'est possible qu'à cinq conditions : d'abord, une meilleure formation des hommes, ce qui se passe à leurs yeux par des rapports beaucoup plus étroits entre école et entreprises, les secondes devant jouer un rôle décisif dans l'orientation de la première. Ensuite, un «meilleur fonctionnement des services publics» (transport, énergie, communication) : cela passe

par l'allègement des tarifs imposés aux entreprises, et aussi par une législation qui empêche les possibilités d'action et de grève du personnel. Les patrons réclament encore «une meilleure adaptation des structures administratives» à leurs besoins, pas à ceux de la population, un financement de l'innovation (c'est l'Etat qui doit prendre en main la recherche en fonction des desiderata patronaux), et enfin... la recherche du consensus social !

Il ne s'agit pas là de vœux pieux. Les «réflexions» patronales, surtout dans ces dernières années, ont toujours précédé de peu des décisions gouvernementales. Cette année, si l'on en croit les cinq points des Assises de Strasbourg, le gouvernement a déjà mis en chantier les volontés patronales.



DURE RESISTANCE AUTOUR DE RADIO-QUINQUIN

A Aubry, on s'attendait depuis quelques jours à une attaque policière contre la radio, surtout depuis que le maire, Aldebert Valette, avait été convoqué au tribunal d'Amiens, et menacé d'emprisonnement pour atteinte au monopole de la radiodiffusion. Mais...

La résistance a été si dure que les flics ont dû s'y reprendre à deux fois, pour finalement ne faire que démonter l'antenne ; le reste du matériel avait été sauvé !.

La CGT s'attendait à une intervention policière dans le week-end, et *Radio Quinquin*, en fin de semaine, avait lancé un «appel so-

lennel» à son assemblée devant le studio d'Aubry, le dimanche à 6 heures. Sans doute les flics ont-ils pensé faire échec à la mobilisation, en intervenant par surprise samedi à 16h 50. Six cars de CRS bouclent la grande place d'Aubry, tandis qu'un groupe d'intervention de la police nationale, venu spéciale-

ment de Paris, tente de pénétrer dans le studio de *Radio-Quinquin*. C'est sans compter avec la détermination des militants CGT qui se trouvent nombreux dans le studio prêts à se battre pour défendre leur radio. Une violente bagarre oppose ces militants aux membres du GIPN. Six CRS sont blessés, dont 2

sérieusement, ainsi que deux militants CGT. Pendant ce temps, plusieurs centaines de personnes se rassemblent sur la place, face aux CRS. Des négociations ont lieu entre le maire PC et les CRS : ceux-ci doivent se retirer bloqués dans la cour de la mairie.

Dans la foule, c'est le soulagement : le matériel est sauvé, et sera aussitôt démonté pour être mis en lieu sûr. On pense bien que la police ne va pas en rester sur cet échec, et la CGT appelle à un nouveau rassemblement le matin à dix heures.

Dimanche, à 8h 30, nouvelle alerte : une quarantaine de cars sont annoncés. Aussitôt, les 300 à 400 personnes présentes, et qui, pour beaucoup, sont restées sur place toute la nuit, s'apprêtent à résister. Mais face aux mille CRS, elles sont obligées de se replier dans la salle des fêtes, d'où elles sont brutalement expulsées par les CRS qui ont enfoncé les portes.

Pendant ce temps, Aubry est en état de siège : impossible de rentrer dans la ville bloquée par des cordons de CRS. Cela durera cinq heures, le temps qu'il aura fallu à la police pour démonter l'antenne, sous les huées des manifestants. Au même moment, on entend *Radio Quinquin* commenter les événements de la matinée : l'intervention de la police n'a pas réussi à baillonner *Radio Quinquin*,

qui émet sur une nouvelle fréquence. Mais pour quelques heures seulement !.

A Lens, où un ré-émetteur est installé depuis septembre dernier dans la maison syndicale CGT, la police est également intervenue pour démonter l'antenne. Vers dix heures, les voitures de militants CGT avaient sillonné les cités pour appeler à riposter à cette intervention policière. Pendant deux heures, quelques centaines de militants ont fait face à de très nombreux CRS, et ont accompagné de leurs huées le démontage de l'antenne. La colère était grande mais aussi le sentiment qu'ici, face à tant de flics, on ne pouvait rien faire. On discutait de la riposte : l'un parlait de grève, un autre proposait une intervention aux «Jeux de vingt heures» de FR3 qui avaient lieu le lendemain à Lens, d'autres commentaient les événements d'Aubry auxquels plusieurs avaient participé.

Quand l'antenne est tombée, on entendit, crié bien fort par les manifestants : «*Radio Quinquin* vivra». Dans l'après-midi, la CGT appelait la population à venir voir les dégâts faits par la police dans la maison syndicale. Dimanche soir, *Radio Quinquin* n'émettait plus, mais la CGT avait assuré que les émissions reprendraient mardi, jour où devait se tenir à Lens une manifestation régionale pour la défense de *Radio Quinquin*.

Correspondance

CONTRE LE DECLIN MINIER : IMPORTANTE MANIFESTATION DE LA CGT A PARIS MAIS DANS LA DIVISION

Ils étaient venus nombreux ce vendredi 24 octobre dans le cadre de la marche sur Paris organisée à l'initiative de la CGT. De tous les bassins houillers, mais aussi d'autres secteurs que le charbon, 15 à 20 000 mineurs s'étaient donnés rendez-vous sur la place de la République. Cette marche — prévue depuis plusieurs mois à la CGT — est le prolongement d'une succession de luttes éclatées sur les différents bassins du Nord, de l'Est ou du Centre-midi contre la politique de recession des Houillères.

Ainsi en Lorraine, les mineurs marocains luttent depuis plusieurs semaines contre un statut au mois qui en fait les plus exploités et permet aux houillères de ne pas payer les

graves accidents qui les touchent.

Ou bien dans le bassin cévenol dont les mineurs du puits Festival occupent depuis le 5 mai et demandent la mise en exploitation des 8 millions de tonnes d'antracite qui dorment dans la taille de Ladrecht.

Ce vendredi, à la multitude des casques de fond répondaient les mots d'ordre contre le gaspillage des ressources nationales. Ce que n'aurait pas contesté d'ailleurs la fédération de la CFDT dirigée par Jean Marie Spaeth qui s'est récemment déclarée en faveur d'un plan de relance de la production charbonnière française qui de 50 MT en 1967 est tombée à 22 MT en 1979 et devrait officiellement tomber à moins de 15 MT d'ici 1985.

Or ces choix de désengagement du charbon interviennent alors même qu'on craint un troisième choc pétrolier et que la thermie charbon (5 c) est désormais moins cher que la thermie-fuel qui ne cesse d'être revalorisée. D'ailleurs la consommation française de charbon s'accroît et devrait atteindre 60 MT en 1980 contre 47 en 1973. Aussi, ce sont les importations qui devraient assurer la soudure ce dont bénéficiaient les groupes pétroliers ou financiers qui ont acheté des mines en Afrique du Sud ou en Australie.

C'est que l'Etat refuse de débloquent les investissements nécessaires à la relance charbonnière, notamment pour la revalorisation du statut de mineur

et la recherche sur la gazéification, parce qu'il concentre des dépenses sur le pari nucléaire.

La mobilisation de la CGT permettra-t-elle d'avancer dans la construction d'un rapport de force national contre les choix énergétiques du pouvoir qui condamnent en outre certaines régions à la désindustrialisation ? Rien de moins sûr. La CFDT pour sa part — majoritaire dans certains bassins — a refusé de s'associer à cette marche, préférant impulser des actions locales dans le cadre d'une journée nationale de grève. Or à la base l'unité syndicale est aussi au plus bas comme on a pu le constater cet été dans le bassin cévenol.

Correspondance

RADIO-LORRAINE COEUR D'ACIER, DES QUESTIONS DE FOND

LCA, la voix des travailleurs de Longwy s'est-elle tue définitivement ? Le bruit court que la radio va émettre à nouveau dans les premiers jours de novembre. On dit aussi que Jean-Claude Laroze, responsable du secteur de propagande de la confédération assurerait personnellement la direction des opérations. La «confédéré» veut une radio qu'elle tienne bien en main, une radio où, à tous moments et sur tous les sujets, «la CGT ait le dernier mot».

La direction confédérale (ou une partie de la direction) a jugé dangereux de laisser poursuivre cette expérience. Il est vrai qu'elle pose des problèmes de fond à la CGT. La première colère passée, les militants qui ont réalisé LCA, qui s'y sont investis à tous les niveaux pour en faire ce qu'elle était devenue, s'interrogent, cherchent à comprendre.

LCA a été une expérience unique, entre autres raisons, par la mobilisation populaire qu'elle a réussi à créer autour d'elle. C'est un fait : la radio était devenue l'affaire de milliers de gens dans le bassin de longwy qui participaient à sa vie par mille moyens. Ce n'était pas seulement la participation directe sous la forme d'intervention sur l'antenne. C'était aussi la garde du studio, l'aide matérielle, la fourniture d'éléments d'information et d'enquête, la collecte des fonds nécessaires à la vie de la radio et toutes sortes de tâches de la plus minime à la plus importante.

LCA avait réussi à créer une animation autour d'elle que pourraient lui envier bien des structures syndicales. Bien sûr, de telles comparaisons sont toujours délicates à effectuer à propos d'organismes aussi différents. N'empêche ! L'argent qu'il est toujours si difficile — voire impossible — de collecter pour assurer un minimum d'expression à une UL ou à un syndicat n'a jamais manqué pour LCA ; les militants, les sympathisants qui, en nombre souvent important réduisent progressivement leur participation aux activités de propagande des structures n'ont presque

jamais manqué à LCA ; peu d'appels ont été lancés par la radio qui n'aient été aussitôt entendus.

Il serait bien présomptueux, dans l'état actuel des choses de vouloir fournir une explication complète et définitive au «phénomène LCA». Les militants de la CGT de Longwy, poussés par les événements, y réfléchissent. Beaucoup d'autres aussi. Cependant, il est quelques enseignements que l'on peut déjà tirer.

Il y avait bien entendu ce contexte de lutte particulier à Longwy en 1979. Avec pour traits dominants une très grande détermination et une capacité imaginative qui en a étonné plus d'un. En même temps qu'étaient entreprises les actions les plus audacieuses, on faisait marcher la matière grise. La réflexion concernait beaucoup de monde dans tous les syndicats, dans toute la population. Forcément, ce contexte spécifique au bassin longovicien dans lequel LCA est née a joué en retour pour marquer profondément la radio. Dans son style, dans sa démarche, dans sa vie quotidienne, LCA était d'abord, et avant tout, une radio de lutte créée pour la lutte.

Quelque chose «de plus»

Les moyens relativement importants mis en œuvre, le fait d'être une radio de la CGT, la prise en compte de tous les aspects de la vie et des luttes des travailleurs et de la population, la diversité, la richesse du contenu... tout cela a concouru au succès de LCA, à son rayonnement. Mais il y avait quelque chose «en plus» dans cette station, une chose sans laquelle on ne pourrait comprendre la formidable mobilisation populaire qui s'est réalisée dès sa mise en place : à LCA on pratiquait un authentique débat démocratique. Plus encore que son ouverture permanente, sa volonté de donner la parole à tous ceux qui voulaient parler, les efforts qui étaient faits en permanence pour permettre à des gens qui n'en ont pas l'habitude de s'exprimer, le caractère du débat tel qu'il se menait à la radio est certainement un facteur déterminant pour expliquer l'audience qu'elle avait conquis. Pour au moins trois raisons : d'abord, parce que les discussions, la confrontation des points de vue étaient directement en prise sur les questions, les problèmes que se posaient les gens ; la lutte d'abord, l'avenir de la sidérurgie et plus particulièrement du bassin. Chacun se souvient à Longwy de l'indice d'écoute élevé et du studio archi-comble lors du débat acharné entre les militants CGT et CFDT à propos de la situation et des analyses différentes faites par les deux syndicats. Et puis aussi, plus largement le même phénomène se produisait pour d'autres questions, d'autres problèmes que se posaient les gens ; c'est parce que la radio et ses animateurs ont su souvent comprendre quels problèmes préoccupaient les travailleurs du bassin, quelles questions, notamment de caractère politique, ils se posaient, que ceux-ci se sont retrouvés dans cette radio.

La deuxième raison, c'est la forme du débat. Outre le fait, déjà appréciable d'ouvrir les ondes à tout le monde, il y avait en œuvre une réelle volonté à LCA de «s'enrichir mutuellement entre gens du même bord», de s'écouter, d'argumenter, d'essayer de convaincre et, pourquoi pas, de reconnaître que l'on avait tort sur tel ou tel point.

Enfin, la participation directe de nombreux travailleurs, par la

présence au studio, par l'intervention en direct par téléphone des auditeurs dans les débats en cours assurait une animation et souvent remanait les protagonistes aux véritables problèmes.

Une certaine façon de renforcer le syndicat

Faut-il tirer un bilan positif à 100 % de cette expérience exemplaire ? Les militants interrogés de manqueront pas de souligner les manques et les faiblesses. Aucun parmi eux ne peint LCA «tout en rose». Cependant, ses acquis sont indéniables. Il s'est passé quelque chose de nouveau, d'inhabituel qui a bouleversé les rapports entre militants de différentes formations syndicales et politiques de gauche, quelque chose qui créant un climat profondément différent en est venu à faire surgir un questionnement qui n'existait pas auparavant, à ébranler des convictions établies une fois pour toutes depuis des années.

Cette pratique radiophonique n'a pas été sans effet sur son nombre de gens, qui, simple adhérent de la CGT ou en marge de son organisation, n'étaient pas très impliqués dans son travail. Plus sûrement que des dizaines de tracts ou de communiqués de presse, plus profondément parfois que la seule sollicitation verbale maintes fois répétée, LCA a «mis dans le coup» beaucoup de personnes.

Presque tous les militants CGT ont à raconter une anecdote à ce sujet. L'un expliquera comment son collègue est venu lui dire un beau matin : «J'ai écouté la radio hier soir. Je ne pensais pas que c'était comme ça. Si c'est vraiment pour de bon, j'aurais bien envie de me resyndiquer». Un autre rapportera dans le détail les discussions acharnées dans une famille de ses amis pour finalement décider d'adhérer collectivement au syndicat. L'évolution se ressentira jusque chez les militants de longue date. L'un d'eux le confirmerait récemment : «C'est vrai que j'y croyais pas. Tu comprends, quand on voyait la suspicion dont on pouvait être l'objet dans l'organisation quand on développait un point de vue «pas conforme». Il y avait de quoi être sceptique».

Bien sûr, il ne viendrait à l'idée de personne de prétendre que la radio à elle seule aurait permis un renforcement notable du syndicat. Nul ne pourra nier en retour le rôle qu'a joué LCA pour mobiliser (ou remobiliser), pour rapprocher un nombre non-négligeable de personnes du syndicat, pour transformer des adhérents ou des sympathisants en militants de la CGT.

Une radio de la CGT

Qui oserait prétendre que LCA n'était pas une radio de la CGT ?

Les censeurs de la confédération n'ont pas osé le faire, se limitant à affirmer qu'il y avait eu «des dérapages». La CGT, ses analyses, ses propositions, ses points de vue était non seulement largement présents, mais occupaient une place prépondérante dans la radio. Dans toutes les initiatives, dans toutes les mobilisations de la CGT sur Longwy, LCA a occupé une place de premier ordre. Que veut donc dire le passage du texte soumis à la discussion des militants et ainsi rédigé : «Il est clair qu'avec LCA, l'UL a dans son escarcelle un moyen exceptionnel dont tout le monde s'accorde à penser que l'expérience est largement positive et qu'il est essentiel de poursuivre... Mais il s'en faut de beaucoup qu'en l'état, il réponde pour l'UL en tous points aux nécessités de ses luttes». On croit avoir un début de réponse un peu plus loin dans le texte : «LCA doit s'affirmer clairement comme radio de la CGT, radio de lutte, exprimer avec clarté, de façon convaincante et ferme les positions de la CGT en argumentant à partir de ce qui se passe dans les entreprises et à partir de là, ne pas affaiblir son caractère démocratique en maintenant le débat, la participation directe, l'échange d'opinions qui ont fait l'autorité de LCA».

Mais à cette manière de voir les choses, les militants ont répondu unanimes : «On ne comprend pas ce que l'on nous reproche. LCA a toujours été cela». N'y aurait-il pas un malentendu, une incompréhension ? Finalement, tout le monde semble d'accord pour dire qu'il faut être ouvert au débat, à la discussion. Il est apparu toutefois qu'il y avait bien deux conceptions différentes en œuvre.

Deux conceptions différentes

D'unanime qu'elle était au début, la protestation des militants a connu dans un deuxième temps quelques défections. Une certaine «logique d'appareil» est parvenue à modifier quelques avis. Bien sûr, la très large majorité reste opposée sur le fond à «la reprise en main», mais on aurait tort de sous-estimer la «force de persuasion» de l'argumentation des censeurs. A quoi se résume-t-elle en ce qui concerne la conception du débat ? En gros, les militants ont été placés devant le faux choix suivant : on leur a dit en substance : «On ne peut avoir que deux attitudes : ou l'on va débattre avec la ferme conviction de défendre ses positions de faire passer son point de vue ou l'on considère que le débat en lui-même, du seul fait qu'il existe va apporter la solution à tous les problèmes». Evidemment, les plus avisés ont tout de suite vu ce qu'il y avait de pernicieux dans un tel raisonnement, en quoi il ne laissait pas de choix dans les faits. Car, les

censeurs ne se sont pas privés d'utiliser l'argument selon lequel, même lorsqu'on laisse parler tous «ceux qui ne sont pas de la CGT», on ne peut pas tout mettre sur le même plan et accorder autant d'importance aux autres positions qu'à celles de la CGT.

La conclusion d'un haut responsable tombait, tranchante, n'admettant pas de réplique : «De toutes façons, la CGT doit avoir le dernier mot» disait cet ardent défenseur des orientations novatrices du 40^e Congrès. Il est évident que dans une telle optique, la notion de débat est complètement fictive et n'est là que pour servir de faire-valoir à une attitude qui consiste à asséner ses positions, à mépriser totalement le point de vue de l'autre, fût-il «du même bord». Comme il est clair pour tous les militants CGT que le débat, «par lui-même», ne peut faire surgir la réponse aux problèmes, la conclusion s'impose d'elle-même : c'est la première attitude qu'il faut avoir, celle qui consiste à bien s'imprégner des positions de l'organisation, se boucher les oreilles et marteler sans cesse ses «arguments». Cette manière de voir implique forcément que l'organisation a raison sur tout, que les militants ne participent quasiment pas, d'une manière générale, à l'élaboration des positions ; leur rôle consistant à «défendre les positions de l'organisation».

C'est une conception fort différente qui était en œuvre à LCA, même si des limites et des faiblesses existaient. En fait, on peut du point de vue que l'on part, partant de positions déjà élaborées, les enrichir dans la confrontation, dépasser les points de vue de départ, apprendre des autres.

Une telle conception impliquait-elle de «mettre ses positions dans sa poche». Rien ne serait plus ridicule que d'affirmer cela. Les militants de la CGT qui ont participé à des débats sur LCA ont en règle générale défendu leur point de vue, souvent de façon passionnée. Seulement, la mise en œuvre d'une telle démarche implique d'avoir des positions solides ou de ne pas avoir peur d'évoluer, de reconnaître ses propres limites et, quand il le faut, ses erreurs et insuffisances. C'est une telle démarche qui donne de la vie, du dynamisme, à un syndicat, c'est ce qui lui permet d'être en prise sur les problèmes réels que se posent les travailleurs et non de rabacher sans cesse le même discours, les mêmes propositions et de voir progressivement les rangs s'éclaircir et l'influence décroître.

Les militants CGT de Longwy, en pleine lutte, avaient entendu l'appel du 40^e Congrès ; ils avaient concrétisé ses grandes orientations (plus largement que la radio, mais en grande partie à partir d'elle). Le bond en arrière qu'on leur impose est dur à supporter. Cependant, quelque chose de profond a bougé. Il est sans doute impossible qu'on reparte «comme avant».

MANUFRANCE : PAS DE RESIGNATION

Quelle douche écossaise ! Les stéphanois en quelques jours auront été témoins de l'enthousiasme spectaculaire de plusieurs milliers de militants CGT et PCF venus le 18 octobre manifester et du désarroi et de la colère des travailleurs de Manufrance dont le tribunal de commerce a prononcé le 22 octobre la liquidation des biens. Au moment où, pour défendre leur emploi, les travailleurs de MF auraient le plus besoin d'un vaste et réel soutien unitaire, les querelles de gauche et la division syndicale se perpétuent.

Par Stéphane RAYNAL

«Manufrance ne répond plus !» Comme un navire en détresse la firme du cours Fauriel n'émet plus. «On nous a coupé le téléphone ; l'EDF va-t-elle couper l'électricité ?» telle était encore vendredi 24 octobre les dernières inquiétudes en date de travailleurs sur qui s'acharnent les coups... Après tant de vaines hésitations le Tribunal de Commerce a rompu d'un coup l'angoissante incertitude qui planait : il a prononcé la liquidation des biens de la Société Nouvelle Manufrance. Un syndic, maître Portaller va devoir suppléer à la direction fantôme et aux actionnaires défaillants. Aidé d'un cabinet d'experts comptables parisiens (le GERP), il va devoir établir les comptes exacts des 3 500 créances et des indemnités de licenciements. Le contrat de location-gérance entre la SNM et l'ancienne société Manufrance est rompu à ce jour. Le fonds de commerce et les actifs (y compris immobiliers), hypothéqués, reviennent à l'ancienne société dont le financier aux dents longues, Tapie, assure désormais la présidence, flanqué des syndics Dutrievoz et Rossignol (qui l'avaient introduit dans l'affaire !)...

Un imbroglio scandaleux

Qui va payer les indemnités de licenciement ? Et la paye d'octobre, comment sera-t-elle assurée ? C'est un vide juridique extraordinaire en la matière. Il y a moins de monde pour régler les factures que pour «conseiller» Manufrance, bien sûr ! Le GERP devrait calculer les sommes dues et remettre entre les mains de la justice les factures (pour qui de droit). En fait, le Code du Travail prévoit une continuité dans le contrat de travail entre l'ancienne société et la SNM, tandis que

le contrat de location-gérance indique une clause qui pourrait permettre à Tapie et ses amis de ne pas reprendre le personnel. «On ne sait même pas qui va signer nos lettres de licenciement» constatent amèrement les travailleurs de Manufrance qui occupent leur entreprise depuis l'annonce du mauvais coup... D'ailleurs la société Manufrance initiale (où la mairie conserve encore 22% du capital) n'est guère en capacité d'initiative. Elle a une ardoise des plus importantes : un passif de près de 500 millions de francs lourds que ne compensent même plus les biens propres à la société (300 millions environ). Si l'on rajoute à cela près de 200 millions de créances de la SNM, on voit que la marge de manœuvre de Bernard Tapie et des actionnaires de l'ancienne société est étroite ! Certaines personnes «bien intentionnées» (de l'entourage de l'ex-ministre du chômage, Durafour) laissent entendre que «seule une vente aux enchères de certains départements : Chasseur Français, fichiers de la vente par correspondance, terrains et locaux des Magasins permettrait d'apporter l'argent frais nécessaire». Tapie lui-même, parle de «reprise nécessaire des secteurs armes et cycles par l'Etat» chez les affairistes, grands ou petits, l'ambulance est au dépeçage à court terme.

Le gouvernement a le cynisme de reprocher, maintenant, ses services... pour autant que l'argent apporté servirait à rassurer la rentabilité de secteurs restructurés, dans le cadre d'une reprise de Manufrance par départements», et avec la caution de groupes industriels introduits à l'occasion. Monory envisage froidement le départ de la région stéphanoise d'une part notable d'activités (en particulier le Chasseur Français, décidément très convoité). Le ministre laisse entendre qu'un ensemble de mesu-

res associant départ à la retraite, stages de formation et création de quelques emplois dans des entreprises nouvelles (boissons, produits de beauté !) installés sur d'actuels sites MF «résorberait» les pertes d'emploi. Un saupoudrage de quelques aides régionales (DATARI) est également envisagé.

Comme on le voit, le gouvernement et le patronat attendent de pied ferme la «solution Tapie», ses licenciements et le démantèlement de Manufrance !

La colère des Manufrance

Ecœurés de toutes les manœuvres perpétrées sur leur dos les travailleurs de Manufrance ne sont cependant pas abattus. Occupant l'entreprise dès l'annonce du dépôt de bilan, ils ont déjà manifesté à plusieurs reprises leur colère, en direction du tribunal de commerce, de la préfecture et des syndicats. Mais jusqu'à ce jour la pratique du «cavalier seul» syndical a malheureusement prévalu, notamment sous la forme d'appels émanant directement de l'UD CGT de la Loire, relayés (y compris à la télévision) par la majorité PCF du Conseil Municipal de Saint-Etienne.

Sous le prétexte des divergences d'analyse sur la tactique de lutte, d'une part, et des actions non réalisées en commun précédemment (comme le 18 septembre), d'autre part, la CFDT a été systématiquement mise dans l'impossibilité de discuter préalablement des formes de riposte envisagées. La CGT a pratiqué la politique du fait accompli, sans tenir même compte de ceux de ses secteurs qui souhaitaient une démarche unitaire, sans plus que les travailleurs de Manufrance soient appelés à débattre réellement du problème.

Mais cette pratique regrettable ne semble pas promise à un grand avenir si on en juge par les réactions dans l'entreprise même, où, particulièrement chez les travailleuses, la réflexion sur une riposte efficace et l'exigence de clarté se font jour avec une réelle exigence unitaire.

Significatif était déjà l'écho rencontré par les mises en garde CFDT «contre Dumas l'illusionniste», avant le constat d'échec du lundi 20 octobre (où la «solution suisse» s'est écroulée, amenant la liquidation de biens). Significatif également le scepticisme de nombreux «manus» devant les attaques frénétiques indiquant que «les militants CFDT de Manufrance n'avaient jamais ac-



Dans le studio de Radio LCA, on fête la libération de Roger Marin, un emprisonné du 23 mars

compli d'actes utiles dans la lutte». Une telle grossièreté de propos, si elle a une portée dans une propagande «lointaine», dans les colonnes de *L'Humanité* par exemple, passe de plus en plus difficilement sur place, à Saint-Etienne !

En fait dans les rangs CGT et jusqu'à certains cadres de l'UD, la nécessité de «moraliser» le débat syndical et trouver les voies et moyens d'une remobilisation unitaire partant des entreprises, se fait sentir. Et cela se présente, même lorsqu'il y a accord chez ces militants avec les appels à la lutte confédérale ou l'aspect spectaculaire des mobilisations CGT de la période.

Les contradictions du 18 octobre

Le fait que dans la confédération CGT, certains militants prennent au pied de la lettre et avec une sincère volonté de lutte, les actuelles orientations, ne saurait cependant masquer les problèmes de fond. Le 18 octobre «grand rassemblement national de lutte et de soutien à Manufrance» en a témoigné nettement.

D'une part, par la différence entre la mobilisation nationale d'une trentaine de milliers de manifestants effectifs, et la participation des travailleurs de la Loire (3 à 4 000), inférieure à celle du 20 février 1979. Le fait que contrairement aux précédents rassemblements du type «La Loire veut vivre», il ne s'agissait pas d'une action unitaire, ne saurait tout expliquer. L'heure est au bilan pour la CGT, où les militants stéphanois ne pourront se contenter d'auto-satisfaction, ni de chiffres abusivement gonflés. Certes, c'était une des plus importantes manifestations jamais vues à Saint-Etienne. C'est exact. Mais est-elle en rapport avec l'état des forces sur le terrain ? Permet-elle réellement de relancer une dynamique autour des Manufrance ? Ces questions restent bien réelles et ne sauraient indéfiniment être évacuées.

D'autant que la sinistre liquidation de la SNM jette une lumière crue sur les limites syndicales du rassemblement du 18 octobre et repose sur des bases nouvelles le problème d'une riposte ouvrière et populaire de masse et enfin unitaire. Apparemment, on relève un autre aspect, politique, du 18 octobre : quelle fonction occupe aujourd'hui, le thème de la lutte de Manufrance dans la stratégie du PCF ? Quelle signification, avait concrètement l'étroite imbrication de nombreux cortèges CGT et PCF dans les rues de Saint-Etienne ? Il y a une certaine logique à la présence solennelle de Georges Marchais, accueilli en candidat aux présidentielles, tout comme à l'échauffourée organisée par une partie du service d'ordre de la manifestation contre un cortège de la fédération de la Loire du PS (qui



pourtant est signataire de l'appel du 18 octobre)... Les tensions aussitôt rallumées dans le conseil municipal ne sont pas un enjeu suffisant pour tout expliquer. C'est plutôt dans «l'effet Manufrance» qu'on doit rechercher une explication. Même si cette lutte est depuis 1977 l'objet d'un duel âpre Durafour-Sanguedolce, sur fond de revanche recherchée par la droite, l'intérêt politique du PCF va au-delà : là où Georges Séguin place désormais les solutions pour Manufrance, au plan national ! Lutte symbolique, placée sur la même ligne que celle du *Parisien Libéré* ou du «France», Manufrance amène une tentative évidente d'identification de la CGT et d'une certaine manière dérivée du PCF à un conflit qu'on voudrait exemplaire, où toute autre force politique syndicale et politique serait exclue ou marginalisée.

Des sauveteurs municipaux

Les problèmes majeurs en

l'affaire se trouvent dans la place propre des travailleurs de Manufrance dans cette stratégie et dans la nécessité, pour que la symbolique fonctionne, d'être au moins sans reproche que sans peur !

Car d'une part, la lutte de Manufrance ne doit appartenir à personne d'autre qu'aux travailleurs eux-mêmes, qui n'ont eu que rarement la pleine maîtrise des stratégies enclenchées en leur nom. Et ils sont plus soucieux, eux, d'efficacité et d'unité que de démonstration. Et surtout, ils savent bien que lorsque, pour les besoins du cours sectaire actuel, certains responsables PCF au sein de la CGT se présentent comme l'exemple de la lucidité radicale au service de la lutte pour l'emploi, il y a là un certain abus ! Qui, à Saint-Etienne a oublié les arrivées successives des sauveteurs Gadot-Clet, Mestries et Jean-Claude Dumas ? N'ont-ils pas tous bénéficié en tout cas au début, au minimum de la neutralité de la fédération de la Loire du PCF et de certains responsables en vue de l'UD CGT, et dans certains cas, d'une curieuse bienveillance ? Qui a

donc laissé passer les licenciements du plan Gadot-Clet de juin 1979 ? Qui a laissé Dumas organiser ses grandes manœuvres autour des biens immobiliers et fonciers de Manufrance ? Il y a là plus d'un secret de polichinelle que savent percer les travailleurs. D'une manière générale la «politique du mystère» longtemps pratiquée à Manufrance a laissé les travailleurs sans informations sur des tractations commerciales et financières menées pourtant souvent en présence de délégués du Comité d'Entreprise. Combien de fois, a-t-on vu, cours Fauriel, la presse locale et nationale informée avant les travailleurs eux-mêmes, de tel ou tel tournant spectaculaire, à commencer par la lamentable comédie du sieur Dumas, qui parle beaucoup pour pas un sou.

Pas de résignation !

Mettre les points sur les i ce n'est pas se résigner à l'inac-

tion ! A Manufrance comme à Saint-Etienne, on ne se résout pas si facilement que cela au chômage. Et l'amertume d'avoir été roulé par Dumas va de pair avec le refus d'être dépecé par Tapie.

Mardi 28 octobre, une nouvelle initiative CGT départementale relancerait-elle un soutien qu'on espère plus lié aux luttes des autres secteurs de la Loire en crise ? En tout cas, la confédération CGT laisse déjà entendre qu'elle va organiser une action «plus forte que le 18 octobre». De son côté, le conseil national CFDT de cette semaine se saisissant du problème, doit également rechercher les moyens d'une solidarité active qui s'efforce de «faire des travailleurs eux-mêmes les acteurs d'une action offensive pour la défense et la création d'emplois».

Mais partant des Manufrance, trouvera-t-on enfin les voies et les moyens d'une mobilisation unitaire et en profondeur, efficace ? C'est tout de même la préoccupation principale des travailleurs et des syndicalistes stéphanois.

Un mois, déjà ; c'était le 21 septembre, et les flots de la Loire et de ses rivières affluents, gonflées d'un coup, dévalaient sur la Haute-Loire et le Forez. Aujourd'hui, dans le bassin du Puy, l'Yssengelais et la plaine de la Loire on fait ses comptes ? Le Préfet de la Loire parle d'aide, l'EDF nie toute responsabilité de ses barrages et des commissions d'enquête empilent les dossiers. Pendant ce temps, des paysans, des artisans sont ruinés, des ouvriers au chômage. «*Si la Seine avait débordé, on en parlerait sans doute davantage*» disent déjà amèrement, certains sinistrés. Quant à la CGT du Puy qui voulait leur donner la parole sur une radio libre, la police l'a fait taire !

En une nuit, il a plu sur la Haute-Loire l'équivalent de la moitié des précipitations de toute l'année d'avant. «*La crue du 21 septembre, c'est vraiment la dernière des choses à laquelle on aurait pensé*» disent les nombreux artisans (teinturiers ou petits artisans textiles), installés depuis de longues années de long de la Loire. Les flots sont montés de plus de six mètres en quelques instants. «*Et c'est précisément cela qui tient du mystère et qui a surpris tout le monde, y compris, par exemple, toute la vogue de Coubron. Les gens n'ont pu que tout planter là et se sauver ; les forains ont tout perdu*» dit un habitant de la région de Retournac, interrogé pour notre journal. Et il y ait de quoi être surpris, quand on sait que la dernière grande crue historique (celle de 1907) n'a pas passé les quatre mètres !

Les vallées de la Loire, du Lignon et de la Semène offrent un spectacle de désolation en plusieurs endroits malgré la diligence des pompiers, des services de l'Équipement et de nombreux sauveteurs bénévoles. Par contre la mission ministérielle d'enquête a fait une apparition éclair. «*Ils sont passés à cent à l'heure*» a déclaré une commerçante de Saint-Rambert. Comment prétendre dans ces conditions répondre aux pressantes et nombreuses questions des sinistrés ?

L'ampleur des dégâts

Les syndicats ont recensé un millier de travailleurs lock-outés, réduits au chômage total ou partiel, entre le Le Puy et Villerest (près de Roanne). C'est énorme, surtout rapporté à l'état de l'emploi dans ces zones déjà durement frappées par la restructuration et la liquidation d'industrie. Un mois après la catastrophe, des entreprises pourtant très en aval du plus fort de la crue (dans la zone industrielle de Bouthéon au nord de Saint-Étienne) ne tournent encore qu'à 60 % de leurs capacités, tandis que certaines en amont, près de Vorey, sont dans l'impossibilité de redémarrer. C'est le cas par exemple d'un petit garagiste de la plaine de Saint-Vincent, ruiné, qui dit à qui veut l'entendre : «*On ne redémarre pas une entreprise*

à 55 ans ; je n'ai plus qu'à mettre la clef sous ce qui reste de la porte». De nombreuses communes sont restées trois semaines privées d'eau, suite à la rupture du réseau de canalisation du Roulon-Besson. Des ouvrages d'art (ponts routiers surtout) sont rompus : à Coubron, à Brives-Charensac, Charentus. Les vannes et digues des plus importants barrages du secteur (Granjent) sont empiétrés de 70 000 mètres cube de bois et de boue amoncelés, chariés par la crue. L'usine électrique de Charentus a subi d'important dommages ainsi que celle de Brive-Charensac. C'est d'ailleurs à Brives (dans la banlieue du Puy) que les dégâts sont les plus spectaculaires et attristants : des familles y campent encore ; il y a encore des boues et des décombres en certains endroits. «*On ne reconnaît plus le paysage de Vorey jusqu'à Brives ; on dirait même que le lit de la Loire a changé. Plus rien ne ressemble à ce qu'il y avait avant*» disait une infirmière atterrée. De nombreuses familles ont tout perdu : maisons, meubles et effets personnels, travail ou bétail. Certains qui laissent des caravanes à l'année à Retournac ou à Bas en Basset les ont retrouvées brisées et le plus souvent pillées près d'Aurec. Pour eux (ouvriers du bâtiment ou saisonniers) qui en font leur résidence principale, c'est le drame !

Tous se tourment en vain, vers les compagnies d'assurances qui, à quelques exceptions près, refusent de rembourser quoi que ce soit. «*On nous a rappelé, qu'en tout petit, en bas de nos contrats, il est bien dit qu'on ne rembourse rien en cas d'émeutes, de guerre ou de catastrophes. Et ça, on nous en parle moins lors de la conclusion de l'assurance*». C'est ce dont se plaignent de nombreux sinistrés. Ici et là fleurissent donc des associations de défense dont les moins actives ne sont pas celles des campeurs stéphanois.

La facture

Qui va payer les dégâts ? L'Etat a ouvert un crédit de 10 millions de francs pour les victimes des inondations (particuliers, entreprises artisanales) et Bruxel-

Après des crues catastrophiques

LA VALLEE DE LA LOIRE, MEURTRIE ET MECONTENTE

Une enquête de Stéphane RAYNAL



les a octroyé un secours exceptionnel de trois millions de francs (à répartir sur sept départements plus ou moins touchés). Des prêts du Fonds de Développement Economique et Social aux PME en difficulté ont été envisagés également. Mais pour que cela soit utile, encore faut-il pouvoir tenir jusqu'à ce que les fonds arrivent ! A Saint-Etienne, on aurait tendance à dire : «*Si on attend encore autant que les Manufrance, on a le temps de crever*» !

Et la facture des ouvrages détruits (ponts sur la Loire, piscine de Retournac, «rectification de cours» faites à Aurec à grands frais en 1976 qui ont été réduites à néant, etc) ? Là aussi, promesses de subvention et classement en zone sinistrée tiennent lieu de viatique. EDF, de toute façon, n'envisage pas de reconstruire certaines installations qui ont été détruites (à Charentus et à Brives-Charensac en particulier). Heureusement, la solidarité populaire a joué et plus de 85 millions de centimes ont été versés, tandis que des départements voisins comme l'Allier débloquent des subventions. En ce qui concerne la localité sans doute la plus touchée, Brives-Charensac, le conseil municipal, devant l'ampleur des dégâts concernant la voirie, les adductions d'eau, l'assainissement, a décidé d'exiger de l'Etat, de la Région, du Département, le

règlement de travaux «*que la fiscalité locale ne doit pas faire retomber précisément sur les victimes*». «*Il est inadmissible que les Brivois soient sinistrés deux fois*» conclut-il.

Et les responsabilités ?

Le 5 octobre dernier, au Puy, dans les locaux du Comité de Chômeurs (Faubourg Saint-Jean) l'UD CGT de Haute-Loire émettait une émission spéciale «*avec et pour les sinistrés de la vallée de la Loire*». Accusant la lenteur et l'inégalité des secours, réclamant des indemnités immédiates, et défendant les travailleurs jetés au chômage par le sinistre, la CGT gênait visiblement. La police a interrompu les émissions et interpellé Béal (de l'Union Régionale Auvergne), Serge Prades et Gravier (de l'Union Locale) et a saisi le matériel. Belle manière de rendre crédible la compassion pour les sinistrés affichés officiellement par la Préfecture...

Depuis les protestations n'ont pas cessé : rassemblement de la CGT, solidarité de la CFDT et des partis de gauche, interpellation de la Préfecture par les municipalités concernées. Dans la Loire, il en a été de même.

Le Mouvement Ecologie et Politique, de la Loire a avancé,

quant à lui, quelques autres questions à prendre en compte. Le MEP rappelle notamment que les barrages existants ont été inefficaces pour un délestage en temps utile et pour éviter les inondations. «*Ainsi, l'argumentation de la lutte contre les crues pour justifier l'aménagement actuel de la Loire et des barrages en cours de réalisation, est donc tout à fait démagogique*». «*Un barrage ne peut être simultanément plein pour alimenter les centrales EDF et en même temps vide pour résorber les crues !*» Le MEP veut également poser le problème des installations riveraines et des campings. «*Ordre de Loire en demandant aux maires et aux services de l'Équipement de refuser tout permis de construire dans des zones inondables*».

Pendant ce temps, EDF et l'Équipement se récrient : «*On ne pouvait pas prévoir cela ; nos installations ne sont en rien responsables*». Et leurs services multiplient les visites d'élus et de techniciens au barrage de Lapalisse, du Gage et de Granjent, afin de prouver qu'ils ne sont pas en cause.

Mais pourtant, cette question de notre interlocuteur de Retournac demeure essentielle : «*Pourquoi une crue si haute et surtout si rapide ?*» Il s'écoulera sans doute pas mal de temps avant qu'une réponse concrète soit apportée à ces problèmes.

Nous poursuivons dans ce numéro la discussion à partir de l'expérience engagée par les fédérations du PCR pour la mise en œuvre des nouvelles orientations du PCR. Cette semaine, nous avons interviewé le Secrétariat de la fédération Rhône-Loire.

► Dans une précédente interview, le secrétariat fédéral de Paris nous a indiqué les raisons pour lesquelles le PCR accorde une plus grande importance au travail en direction des militants des partis de gauche et des organisations syndicales, comment cette activité est partie intégrante de la transformation de la réalité aujourd'hui, illustrant à propos de l'invasion soviétique en Afghanistan, et de la lutte pour l'emploi, quel type de travail de masse et de mobilisation de caractère nouveau pouvait être effectué.

Pourrais-tu préciser sur quelles autres grandes questions politiques et sociales, le PCR développe ou compte-t-il développer un travail de masse dans la période ?

La question couvre un champ très étendu de réponses, car en tant que parti communiste, nous nous proposons d'intervenir sur les multiples aspects de la réalité nationale et internationale. L'activité de masse des organisations et des camarades du Parti à l'heure actuelle et dans la période à venir est donc toujours très diversifiée. Toutefois le travail doit s'organiser autour de quelques problèmes qui nous apparaissent comme les plus importants à traiter à un moment ou sur une période donnée.

Par exemple, au plan international, la lutte du peuple afghan contre l'invasion soviétique, la lutte des travailleurs polonais pour vivre et s'organiser, appelle de notre part un important travail de masse et de mobilisation.

Au plan national, les attaques de la bourgeoisie contre l'emploi et les conditions de vie, le pouvoir d'achat, les libertés démocratiques appellent également une riposte à laquelle nous participons, mais posent aussi et surtout la question des conditions à réunir pour que la lutte, la riposte soient efficaces et à la mesure des coups portés.

Une mécanique faite de procès d'intention et de sectarisme

De ce point de vue, il nous semble qu'un des problèmes importants à traiter est celui de la division qui règne entre les partis de gauche PCF-PS, et les organisations syndicales CGT-CFDT. Cette division politique et syndicale est une manifestation des crises qui traversent ce que nous appelons les «institutions de gauche». Pour nous cette situation n'est pas un mal en soi parce qu'au plan stratégique, nous ne pensons pas que les lignes, les propositions des directions de ces organisations soient porteuses des transformations sociales radicales que doit subir cette société.

Cela dit, les divisions actuelles de la gauche politique et syndicale ne vont nullement dans le sens des intérêts immédiats des travailleurs. Nous connaissons tous de trop nombreux exemples où l'absence d'unité limite grandement l'organisation de la lutte et l'obtention de

résultats satisfaisants. C'est une première raison pour nous d'intervenir de façon urgente et importante sur cette question.

Une deuxième raison est d'ordre plus politique : en effet, si cette situation de division pèse de façon négative sur le développement des luttes nécessaires pour faire face aux attaques de la bourgeoisie, si elle participe de la non-mobilisation d'une partie importante des travailleurs, elle préoccupe aussi fortement de nombreux militants et travailleurs aujourd'hui et pour l'avenir, quant aux perspectives et aux possibilités de changement profond de cette société. Concrètement, il nous semble nécessaire d'intervenir contre une mécanique faite de procès d'intention et de sectarisme qui s'est enclenchée et qui produit des ravages.

Cette situation empêche de poser les vrais problèmes, les questions de fond. Elle a ainsi pour conséquence le découragement de nombre de militants qui ne se retrouvent plus dans ces divisions, n'arrivent pas à en saisir toutes les vraies raisons. De plus, une

Mais, il n'est pas plus admissible qu'un dirigeant du PS affirme que Giscard et Marchais sont «copains comme cochons». On pourrait citer bien d'autres exemples de ces déclarations, de ces comportements qui remplacent ainsi les véritables démonstrations, les véritables débats. Depuis la rupture de l'Union de la gauche, c'est pourtant bien d'un débat de fond sur de nombreuses questions qu'il y a besoin. Et s'il faut d'abord modifier les rapports entre organisations, parfois entre militants, il faut d'une certaine façon tenter de modifier, à la base, ces rapports, c'est-à-dire qu'ils se fassent dans une certaine clarté, qu'ils permettent de poser les vrais problèmes et de progresser dans le débat.

Participer activement au débat politique de fond

C'est bien pour aborder, quant au fond, des questions telles que les causes de

NOUVELLES ORIENTATIONS ET TRAVAIL DE MASSE

Interview du secrétariat de la fédération Rhône-Loire du PCRml

telle situation crée de multiples obstacles supplémentaires et rendent difficile, voire problématique l'organisation d'une véritable riposte à la politique de chômage et de répression du pouvoir.

Des déclarations, des comportements, qui remplacent les véritables débats

Il faut en finir, dépasser un certain type de débats, si l'on peut appeler cela ainsi. Il est inadmissible que les rapports entre organisations se nouent autour d'accusations, d'affirmations comme celles du PCF indiquant que les dirigeants de la CFDT ont fait partie des «pacificateurs au lance-flamme de l'Algérie» ou que cette même CFDT fait partie du «camp de l'impérialisme». A ce propos, ce n'est pas le moindre des paradoxes que d'entendre des militants passer au crible le passé colonial et de collaboration avec la droite de nombreux dirigeants socialistes alors que ces mêmes militants, durant les longues années du programme commun faisaient le silence total sur ces choses, fustigeant même ceux qui alors les rappelaient.

l'échec de la gauche, les raisons des divergences, quels sont les projets en présence, les politiques en œuvre, etc. Bien entendu, il ne s'agit pas pour nous à travers ces débats, ni de militer pour une reconstruction du programme commun, ni de l'Union de la gauche telle qu'elle a existé, ni de savoir qui a tort, qui a raison, mais de montrer, à partir de ce qui n'allait pas dans le programme commun, qu'il faut aujourd'hui construire une autre perspective de transformation révolutionnaire de cette société. Participer activement à un débat public de fond, sur ces questions, en refusant toute autre démarche, œuvrer à la confrontation des points de vue des militants de gauche, d'extrême-gauche, des travailleurs, nous semble aujourd'hui une condition à remplir pour que l'unité d'action favorise la lutte et pour qu'au-delà progresse l'élaboration et la réalisation d'un projet politique nouveau.

► A propos de l'activité que tu viens de décrire, peux-tu-on réellement parler d'un travail de masse ? N'est-ce pas plutôt un débat politique concernant une frange restreinte de militants ?

Premièrement, dans la période, il s'agit bien de mener un débat politique de fond

et ceci sur un ensemble de question bien plus vastes que ce qui a été précédemment dit, pour la simple raison que c'est une des clefs pour le déblocage de la situation, tant en ce qui concerne la résolution des problèmes immédiats, comme ceux de l'action revendicative, qu'en ce qui concerne les perspectives à plus long terme de transformation profonde de cette société ; les deux aspects étant d'ailleurs étroitement liés.

Deuxièmement, pourquoi ces débats concerneraient-ils une frange restreinte de militants, et pas tous les militants et une frange importante des travailleurs ? Il nous semble qu'à partir de phénomènes réels — comme la démission d'un nombre assez important de militants et d'adhérents des partis politiques de gauche (cela semble particulièrement vrai pour le PCF), comme le recul de la syndicalisation, comme la tendance à la non-mobilisation existant chez une partie des travailleurs — certains tirent un peu trop vite la conclusion que seuls continuent à vouloir lutter ou sont susceptibles de lutter, que seuls s'intéressent ou sont susceptibles de s'intéresser au problème des changements politiques et sociaux réels, qu'une frange extrêmement restreinte de militants et d'intellectuels.

Un potentiel réel de lutte

Cela ne semble pas prendre en compte des phénomènes qu'on ne peut considérer comme négligeables, qu'il s'agisse des combats revendicatifs qui existent quand même, qu'il s'agisse de dizaines de milliers de signatures qu'a rassemblé la pétition de l'Union dans les luttes, qu'il s'agisse encore des milliers de personnes rassemblées à la Mutualité pour soutenir le peuple afghan et des milliers d'autres qui dans le pays vont dans le même sens aujourd'hui, ou enfin, pour s'arrêter là, des centaines de milliers qui ont manifesté contre les crimes racistes et fascistes il n'y a pas si longtemps. D'autre part, peut-on considérer que les militants, les adhérents des institutions de gauche qui ont aujourd'hui levé le pied, que les travailleurs qui affrontent quotidiennement l'exploitation et l'oppression capitaliste ne se posent plus aucune question, ne constituent pas un potentiel réel de lutte.

Il y a des causes réelles à cet aspect de la situation qui apparaît comme un certain reflux. Ce sont les divisions objectives aggravées et introduites par la crise, les divisions politiques et syndicales, l'absence de perspectives nouvelles et crédibles, l'absence de politique d'action efficace et réaliste. C'est à ces causes qu'il faut s'attaquer. Cela passe par un large débat politique qui constitue une forme importante de travail de masse à effectuer aujourd'hui, en liaison étroite avec l'action et la mobilisation sur un ensemble de problèmes très concrets.

► Parmi les problèmes internationaux qui appellent le développement d'une activité de masse importante, tu as cité le mouvement de lutte des travailleurs polonais. Pourrais-tu expliquer pourquoi et à quelles initiatives concrètes cela doit-il donner lieu ?

Pour aller à l'essentiel, on peut noter qu'à côté des revendications économiques immédiates, ont été avancées des revendications mettant directement en cause le système polonais. La revendication de syndicats libres, indépendants du pouvoir officiel et du syndicat officiel, a bien révélé le véritable caractère de classe de la couche dirigeante polonaise. La réalité de la classe

Suite page 19

FAIRE CONVERGER LE SOUTIEN POPULAIRE A LA RESISTANCE AFGHANE

Né lors des «6 heures pour l'Afghanistan» organisées le 6 juin à Paris, le Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan continue aujourd'hui son activité au travers de la création de comités locaux, de rassemblements en province et de campagnes nationales. Sur l'état de développement du mouvement et sur ses perspectives, nous avons interviewé Jean Freyss, membre du Collectif d'Initiative.



► Le 6 juin dernier, les «Six heures pour l'Afghanistan» ont marqué une étape importante dans la construction du soutien populaire à la lutte du peuple afghan contre l'occupant soviétique. Quelles suites ont été données à ce succès ?

En juin, nous étions au sixième mois d'occupation. Le 27 octobre, nous entrons dans le onzième mois d'occupation, et l'URSS s'installe de plus en plus dans la guerre, dans le même temps où se poursuit, de manière importante, la résistance afghane. Au moment des «Six heures», nous avons souligné qu'il fallait prolonger le soutien à la résistance afghane, en le développant et en le structurant dans un mouvement qui ait un caractère national. Dans ce ca-

dre-là, des comités locaux ont commencé à se constituer sur la région parisienne, sur des bases géographiques ou sur les lieux de travail. Ils ont eux-mêmes organisé des rassemblements publics, sur des bases locales, contribuant ainsi à ancrer véritablement le mouvement de soutien. Des comités ont aussi commencé à se mettre en place dans plusieurs quartiers parisiens, ainsi que dans plusieurs lycées parisiens. Ces comités viennent de se donner des formes de coordination régulière destinées à aider au développement des campagnes et à faire en sorte que ces premiers regroupements donnent naissance à d'autres comités.

Dans le même temps, des rassemblements se préparent en province. C'était aussi une perspective qui avait été tracée lors

des «Six heures». Un premier rassemblement s'est déjà tenu à Besançon, avec environ 300 personnes. D'autres sont prévus dans une dizaine de grandes villes : par exemple à Nancy le 15 novembre, à Lyon le 21 novembre, à Lille le 28 novembre, à Nantes le 6 décembre... Ils auront probablement une assez grande ampleur. Ils sont préparés selon la même démarche que celle qui avait prévalu pour le rassemblement de Paris : constitution de collectifs locaux, qui ne sont pas des cartels d'organisations, mais qui rassemblent des personnalités, des militants, représentatifs des forces politiques et syndicales de gauche. On trouve ainsi des militants syndicaux, des militants du PS et du PCF, des marxistes-léninistes, des anti-impérialistes sans appartenance partisane,

mais qui ont de longue date, soutenu les luttes de libération nationale.

Bien sûr, le Collectif de Paris, qui de fait joue aujourd'hui un rôle de Collectif national, encourage ces initiatives et apporte son soutien à la constitution de ces collectifs locaux et à l'organisation des initiatives qu'ils prévoient.

C'est ainsi que, à l'issue de ces rassemblements, on verra apparaître en France des comités locaux, assez nombreux, dont les efforts convergent avec ceux qui ont commencé à se déployer en région parisienne. Là, on aura affaire réellement au début d'un mouvement national.

► Pour accroître le soutien populaire, l'information sur la réalité de ce qui se passe en Afghanistan apparaît comme un élément déterminant. Comment le MSRA s'est-il emparé de cette question ?

Il existe déjà une commission d'information et nous sommes en train de constituer un centre de documentation. Il rassemble d'ores et déjà plusieurs représentants de mouvements de résistance afghans. Y collaborent aussi plusieurs spécialistes de l'Afghanistan, et des gens de différents comités locaux de la région parisienne. Il est souhaitable d'ailleurs, qu'y participent également des membres des comités qui se constituent actuellement en province. La commission a pour tâche de rédiger un certain nombre de documents, comme le bulletin mensuel, qui a commencé à paraître, et qui sera au service des comités. Elle rassemble aussi des moyens audio-visuels, en collaborant avec des personnes qui ne sont pas forcément membres du mouvement, mais qui, de par leurs connaissances, peuvent apporter une contribution très positive. A titre d'exemple, nous souhaitons développer notre coopération avec des cinéastes comme Jérôme Bonny

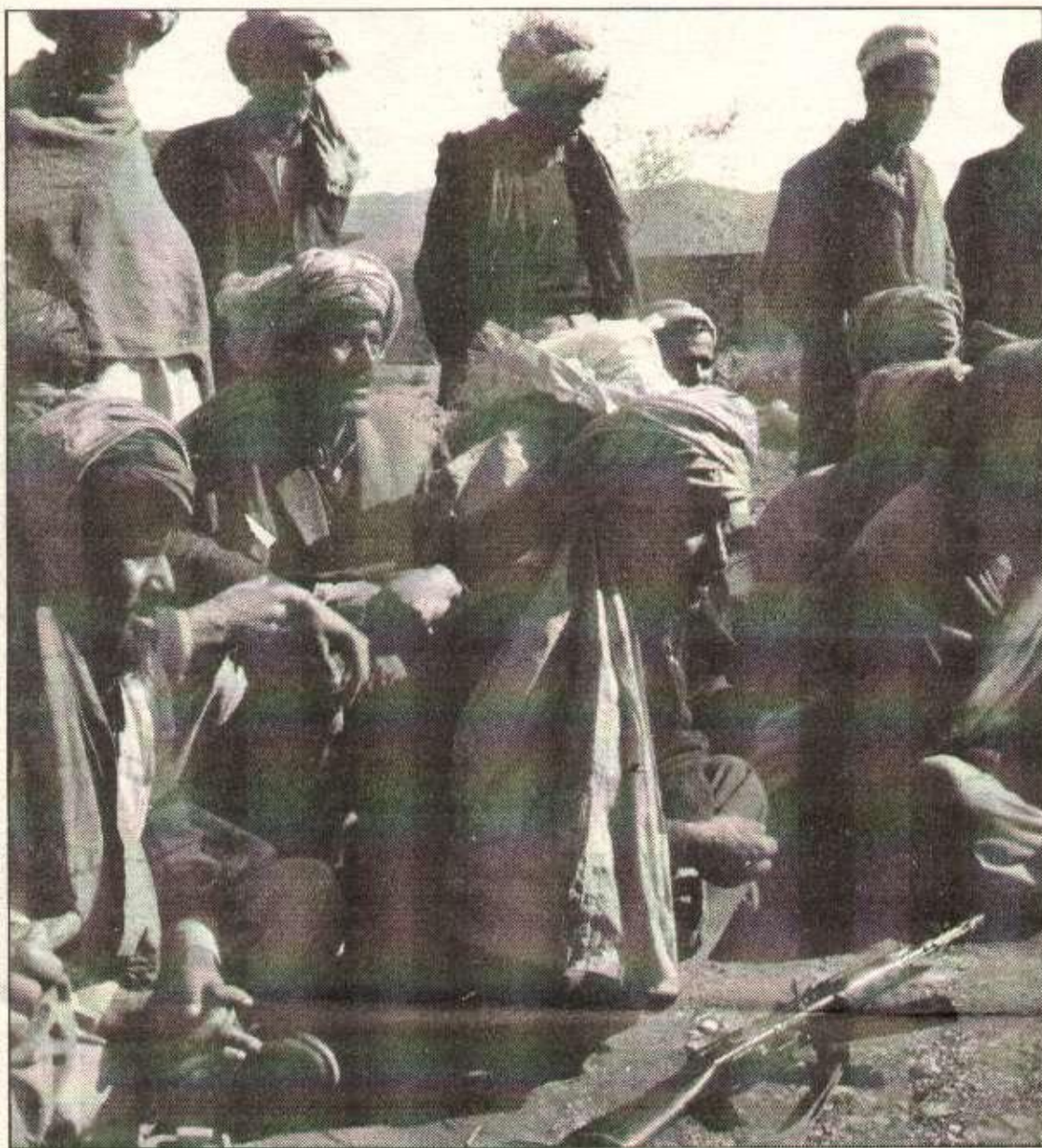
et Didier Reigner, qui ont réalisé un excellent reportage (dont de courts extraits sont passés récemment sur *Antenne 2*), en prêtant leurs caméras à des résistants afghans. A partir des matériaux recueillis, ils sont en train de monter leur film, qui sera bientôt disponible pour tout comité, toute association qui voudra faire connaître la situation. Information, cela signifie aussi échange de points de vue sur la situation en Afghanistan, et sur les enjeux de cette situation. Il est important que les différents sensibilités politiques qui sont présentes dans le mouvement depuis le début puissent exprimer leur point de vue. Je pense que ça ne peut être que positif, dans la mesure où il y a convergence sur l'essentiel, à savoir la condamnation de l'intervention soviétique et le soutien aux forces vives de la résistance intérieure.

► Structuration du mouvement, multiplication des rassemblements en province, développement de l'information. N'y a-t-il pas aussi la nécessité d'initiatives d'ampleur nationale ?

Pour développer un large soutien au plan national, il faut développer les comités locaux, dans la mesure où l'objectif est bien de développer un soutien populaire. Cela nécessite que les réponses aux contre-vérités concernant l'Afghanistan soient apportées non pas de façon épisodique, ponctuelle, mais de façon régulière et suivie. Cela dit, il est important que le soutien se matérialise par un certain nombre d'initiatives. D'où la campagne qui est lancée de «*Un million pour le peuple afghan*», cent millions de centimes. C'est un objectif encore modeste, mais qui peut être atteint rapidement s'il est lié étroitement à une intense activité d'explications et d'informations. Bien sûr, la question se pose de rassembler cette somme pour qui et pour quoi faire ?

Une jeune fille cruellement atteinte par les bombes incendiaires soviétiques
Extrait du reportage filmé de Jérôme BONNY et Didier REIGNER





SUCCES DU RASSEMBLEMENT POUR L'AFGHANISTAN A BESANCON

Vendredi 24 octobre, trois cents personnes ont tenu à se rassembler à Besançon pour témoigner leur soutien au peuple afghan.

Sur le thème du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, contre le silence dans lequel risque de retomber cette invasion militaire qui dure depuis déjà dix mois, s'étaient rassemblés des gens venus de tous les horizons de la gauche à l'appel du comité bizontin. En effet, on reconnaissait dans la salle bien sûr des étudiants afghans de Besançon et de Dijon, des militants syndicalistes principalement CFDT et CSCV mais aussi CGT, des enseignants principalement du SGEN, des étudiants et lycéens, tout un groupe des Amis de la terre avec Brice Lalonde, des membres du PS, du PSU et les marxistes-léninistes, et puis des démocrates de diverses associations ainsi que quelques représentants des personnalités de la région.

Cette diversité des participants correspondait déjà à la composition et la volonté des signataires de l'appel à ce rassemblement.

La préparation avait commencé en juin avec la vente d'un millier de brochures d'information ; depuis la rentrée plusieurs réunions se sont tenues pour s'accorder sur l'objectif de ce rassemblement et organiser sa préparation : douze mille tracts, huit cents affiches, une interview dans *L'Est Républicain* d'une jeune afghane ayant échappé depuis peu à la répression de Kaboul et venue en France grâce à une militante du comité qui a visité les camps de réfugiés au Pakistan cet été.

Leurs témoignages, avec celui d'autres Afghans dont un représentant de l'UGEAF et celui d'un membre du comité national de retour d'Afghanistan, ont permis à l'assistance de recueillir des faits concrets sur l'oppression subie par le peuple afghan mais aussi sa résistance très diverse, et puis aussi quelques signes de difficultés à l'intérieur même de l'armée d'occupation. Tous ces témoignages précis avaient été replacés dans tout le contexte historique de la pénétration soviétique par l'exposition photo et

le montage diapo du comité national.

Le contenu de ce rassemblement a cependant été quelque peu amputé par la décision des autorités françaises de refuser leur visa à une troupe musicale afghane actuellement en Allemagne. Jean-Paul Gay du comité national et un signataire de l'appel local ont décrit des tâches urgentes à entreprendre concrètement pour le soutien du peuple afghan : développer l'information dans les milieux déjà sensibilisés «*que l'Afghanistan ne retombe pas dans l'oubli*» mais aussi chez ceux qui sont encore influencés par la propagande pro-soviétique.

— Mettre sur pied la campagne des 100 millions

— D'autres soutiens matériels (médicaments par exemple) étant utiles

Il reste beaucoup à faire à Besançon mais cette salle pleine et déterminée augurait bien de l'avenir de ce mouvement qu'il faut développer.

Correspondant Besançon

Dès le départ, notre préoccupation a été d'aider avant tout les mouvements de résistance intérieure. Ce sont eux qui portent aujourd'hui l'essentiel de l'effort de guerre contre l'occupant. C'est une résistance qui est bien sûr très diverse dans ses composantes sociales et politiques, mais dont tous les mouvements ont pour point commun d'être réellement indépendants de toute puissance étrangère, ce qui n'est pas forcément le cas de certains mouvements représentés à Peshawar, au Pakistan. Ils ont aussi, dans l'ensemble, comme autre point commun de lier la volonté de l'indépendance à une volonté de réformes. On dira aux fronts de la résistance intérieure : *«Prenez cette somme, c'est à vous d'en disposer, de déterminer selon vos besoins ce que vous en ferez»*. Il est d'ailleurs beaucoup plus rentable que la résistance achète sur place ce dont elle a besoin, plutôt que de le faire venir de France.

Mais je le répète, si l'on veut collecter de l'argent, cela suppose que les gens sollicités aient une information complète et régulière. C'est la clé qui permettra que ce soutien ne soit pas élitiste, mais véritablement populaire.

► Dans quelques semaines, à l'occasion de la Conférence de Madrid sur la sécurité en Europe, les dirigeants soviétiques vont tenter d'apparaître une nouvelle fois comme les tenants de la paix. Comment le MSRA envisage-t-il d'agir face à ces manœuvres ?

Nous avons le projet de faire, d'ici le 27 décembre, qui sera le premier anniversaire de l'occupation soviétique, une semaine nationale pour l'Afghanistan. Au cours de cette semaine, l'activité d'information sera particulièrement développée, de même que la collecte des fonds. Les rassemblements de province, la préparation de cette semaine nationale, tout cela coïncidera effectivement avec l'ouverture de la Conférence de Madrid. Il est bien évident qu'un effort particulier sera développé pendant cette période, pour dénoncer la mystification soviétique en ce qui concerne l'Afghanistan.

Dans le même ordre d'idée, nous avons une autre perspective importante, c'est notre contribution à la préparation d'un tribunal international qui serait comparable au tribunal Russell sur le Vietnam. Il s'agira de rassembler avec ce tribunal, plus encore que cela n'a été fait pour l'instant, les documents qui soient les plus irréfutables possible en ce qui concerne la situation en Afghanistan, les crimes de guerre soviétique, et de rassembler un grand nombre d'autorités morales du monde scientifique, littéraire, politique, international. Ce tribunal international sera une action de sensibilisation de l'opinion publique, et un moyen de pression sur les gouvernements d'Europe Occidentale, dont les divers plan de «neutralisation» ne consistent en fait qu'à vouloir régler les affaires à la place du peuple afghan. C'est dans cette optique que nous avons participé récemment à la Conférence Internationale de Rome, qui avait pour objet de susciter la création d'un comité européen de solidarité avec l'Afghanistan.

[illegible]

La guerre au Sahara Occidental connaît d'importantes évolutions. Des combats de grande ampleur ont lieu depuis six mois dans le Sud-Maroc : bataille de l'Ouarkiz en mai, bataille d'Abbatieh en août, bataille de Ras El Khanfra ces dernières semaines, dans lesquelles ont été impliquées des unités marocaines de 10 à 20 000 hommes. Cependant le Front Polisario lançait des attaques jusque dans la région de Ouarzazate, très au nord de l'oued Draa. Sur le plan diplomatique, après avoir obtenu la reconnaissance de 26 pays africains, la RASD devenait en principe membre de l'OUA en juillet. Un processus irréversible paraît donc engagé, dont l'issue reste cependant lointaine, et que le Maroc cherche à tout prix à enrayer. Il devrait conduire au rétablissement du peuple sahraoui dans tous ses droits, pour autant qu'une intervention étrangère ne vienne modifier l'équilibre des forces, ou qu'une brusque extension du conflit soit délibérément recherché par le Maroc. Nous avons demandé au Secrétaire général de l'Association des Amis de la RASD, Thomas Jallaud, de faire le point de la situation à ce moment crucial de la lutte du peuple sahraoui, que son organisation soutient depuis sa création en 1976.

► La guerre conduite par le peuple sahraoui contre l'invasion marocaine dure depuis cinq ans. Quelles sont les caractères spécifiques de la situation actuelle sur le plan militaire ?

En l'espace de 5 ans, on a assisté à un véritable retournement de situation sur le terrain. Alors qu'en 1975-1976, les armées marocaine et mauritanienne avaient l'initiative au Sahara Occidental, aujourd'hui c'est l'APL Sahraoui qui contrôle la majeure partie du territoire.

Les unités marocaines ont été obligées d'abandonner les nombreuses garnisons et villes qu'elles avaient commencé à occuper en 1975, pour se replier sur quelques grands centres : El Ayoun, Dakhla, Smara, Bir Enzaran et Bou Craa. Ce sont les attaques incessantes des combattants sahraouis, leur détermination psychologique, qui ont ainsi acculé au repli des milliers de soldats marocains démoralisés par les lourdes pertes subies, par la méconnaissance du terrain, et de plus en plus réticents à aller au combat.

Ayant transformé les cinq centres urbains en véritables places fortes, l'armée marocaine se contente d'y stationner, n'intervenant que rarement contre les unités du Front Polisario qui sillonnent le territoire et ont installé un peu partout des bases fixes ou volantes.

Par ailleurs, toujours sur le plan militaire, une nouvelle situation s'est créée au Sud-Maroc. Depuis deux ans, les combattants du Front Polisario ont intensifié leurs efforts pour porter la guerre au Maroc même. Non pas parce qu'ils avaient de prétendues revendications territoriales sur le Maroc, ainsi que l'ont écrit à tort quelques journaux, mais tout simplement parce qu'ils doivent poursuivre les unités de l'armée marocaine qui maintient son occupation de la République Arabe Sahraoui Démocratique et utilise les villes du Sud-Maroc comme base militaire d'agression.

Ceci explique l'intensification des combats entre les Sahraouis et les Forces Armées Royales autour de certaines positions clés, telle la ville de Zaag — pivot du dispositif militaire

dans cette région — ou bien la chaîne montagneuse de l'Ouarkiz qui commande les accès entre le Nord et le Sud du Maroc. Maintenant, avec le soutien de la population sahraoui qui vit dans la région de Tarfaya — province qui a toujours été sahraoui et qui fut « vendue » par l'Espagne au Maroc en 1958 —, le Front Polisario se déplace aisément jusqu'à hauteur de Goulmine et même d'Agadir. Son objectif est de remonter toujours plus au nord afin de démoraliser l'armée marocaine, mais également afin de tenter de provoquer chez le peuple marocain, une prise de conscience quant à la légitimité de la lutte du peuple sahraoui, légitimité que gouvernement royal et « opposition » légale persistent à nier.

► Le président américain Carter a décidé d'accroître les livraisons d'armes anti-guérilla à l'armée marocaine. Quelle est la portée de cette décision et a-t-elle modifié le cours des choses sur les plans politiques et militaires ?

Cette décision est particulièrement grave. Alors qu'auparavant l'administration Carter avait tenté de sauvegarder une certaine neutralité en repoussant les livraisons d'armements sophistiqués demandés par Hassan, Carter a brusquement repris à son compte la politique menée jusqu'en 1976 par Henry Kissinger, qui, il n'est pas inutile de le rappeler, a été un artisan actif de l'Accord de Madrid signé en novembre 1975.

Cette décision a été prise dans un contexte précis : l'aggravation de la situation internationale suite aux événements d'Iran qui ont vu la chute du régime du Shah. Depuis, l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan a accentué ce raidissement de la politique américaine au Maghreb, et ailleurs.

Les conséquences sont considérables. En effet, en fournissant au régime marocain l'assistance militaire sophistiquée que ce dernier réclame — conseillers, radars, etc. —, Washington affirme sa volonté de ne pas voir se réaliser le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Ce



droit est aujourd'hui reconnu à une large majorité par toutes les instances internationales.

Ce faisant Carter prend également la responsabilité de faire durer un conflit qui coûte en vies humaines, en souffrances, aussi bien au peuple sahraoui qu'au peuple marocain, il renforce l'intransigeance du roi du Maroc qui se refuse à toute négociation directe avec le Front Polisario. Sur le plan militaire, cette décision américaine a eu pour seul effet de doter l'armée marocaine d'armements qui ne trouvent aucune utilisation efficace, le soldat marocain étant peu motivé pour aller se battre. Sur le plan politique, elle n'empêche pas le Front Polisario de remporter de brillants succès diplomatiques, ceci à un rythme accru.

Ce qui est certain, c'est que cette décision, par l'ingérence qu'elle représente dans la vie politique régionale, préfigure le risque d'internationalisation de la guerre, tant il est vrai que toute intervention politique et militaire américaine a pour corollaire de

provoquer l'immixtion des autres grandes et moyennes puissances dans le conflit en cause. Cette immixtion de plusieurs puissances signifierait pour les peuples de la région une remise en cause des acquis ou possibilités d'indépendance nationale.

► Le roi du Maroc a récemment accepté la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques. Est-ce que ces mesures ont intéressé les Sahraouis emprisonnés depuis plusieurs années ?

Non, ces mesures ont uniquement concerné les détenus, en majorité membres de l'USFP et quelques autres. Aucun détenu sahraoui, ou détenu marocain ayant manifesté sa solidarité avec le Front Polisario n'a été libéré.

La libération de ces détenus, dont nous nous réjouissons au nom des droits de l'homme, a,

pour finir, surtout été l'occasion pour le roi de réaliser une opération politique aussi bien dirigée vers l'étranger que vers l'intérieur. A l'extérieur cela lui a permis de créer l'illusion en donnant de son régime une image libérale, n'ayant, officiellement, plus de détenus politiques. Un des objectifs recherchés était de tenter de rétablir son image de marque aussi bien auprès de l'OUA que de l'ONU. A l'intérieur, il s'agit de s'assurer d'une participation de plus en plus active de l'USFP à la politique du régime, que ce soit pour assurer la situation politique et économique engendrée par la guerre du Sahara, ou pour tenter d'empêcher une explosion sociale, de jour en jour plus menaçante en raison de l'inflation galopante qui affecte le pays. En ce qui concerne le sort des prisonniers sahraouis, les informations en notre possession sont très préoccupantes. On sait que les prisons marocaines connaissent un régime particulièrement

rement dur. En outre, nombre de sahraouis arrêtés ont disparu, nul ne sait où ils sont détenus, et si même ils sont encore en vie. Leurs familles sont victimes de mesures constantes de coercition et de vexations de la part des autorités marocaines, mais au-delà la population sahraouie vivant au Maroc subit une politique très répressive, les autorités marocaines cherchant en particulier à interdire les habitudes de vie traditionnelles des Sahraouis.

► Une négociation s'est engagée sous l'égide de l'OUA. Quelle appréciation peut-on porter sur ses chances d'aboutir ?

Nous avons bon espoir en cette négociation, bien qu'il faille attendre encore de longs mois pour savoir si oui ou non elle a des chances d'aboutir. Ce qui est certain, c'est que chaque partie s'est engagée devant le Comité des Sages à discuter. Le Front Polisario, pour sa part, a clairement exprimé son point de vue : retrait des troupes d'occupation de tout le territoire sahraoui, négociations directes avec le Maroc, réalisation du droit à l'autodétermination.

► Il y a actuellement de nombreux réfugiés. Dans quelle mesure leur est-il possible de continuer à vivre dans les camps installés en Algérie ?

Il y a actuellement environ 140 000 réfugiés. Si leurs conditions de vie se sont améliorées par rapport au début de la guerre, il n'en demeure pas moins que leur situation reste précaire. Grâce à la solidarité internationale, l'ensemble des besoins, alimentation, médicaments etc., sont à peu près assurés. Les Sahraouis ont eux-mêmes mis en place un système très élaboré de participation de la population aux instances de base responsables de différents aspects de la vie quotidienne : enseignement, approvisionnement, culture, etc.

Les Sahraouis ont également mis en place des moyens de subsistance comme des potagers

expérimentaux afin d'assurer aux enfants en bas âge des légumes frais, ainsi que la reconstitution du cheptel qui a été détruit en 1976 par l'armée marocaine.

Il y a donc volonté de la population d'améliorer elle-même ses conditions de vie, en participant à la vie politique du Front Polisario. Il ne s'agit pas d'une population d'assistés au sens péjoratif du terme, mais d'une population de réfugiés actifs, prenant en mains leur sort, dans la perspective d'un retour en RASD, et préparant l'indépendance et la réalisation des tâches qui en découlent.

► Depuis 1978, la participation des troupes françaises au conflit n'est plus directe. Le gouvernement affirme sa neutralité. Quelle place occupe la France dans le conflit ?

On ne peut se prétendre neutre en niant les réalités. Or le gouvernement français nie les droits du peuple sahraoui. Il n'a jamais reconnu la légitimité de sa lutte, ni reconnu son seul représentant légitime, le Front POLISARIO. On ne peut se prétendre neutre, non plus, en jouant un rôle majeur dans l'équipement et l'organisation des troupes d'agression, qui détient toutes les décisions des instances internationales. Mais ce qui paraît le plus préoccupant est le refus d'accepter et de soutenir le processus de paix enclenché par la conclusion de l'accord de paix mauritano-saharoui d'août 1979. Le gouvernement français n'a pas même protesté lorsqu'en août dernier l'aviation marocaine a bombardé la Mauritanie.

Heureusement nous avons pu mesurer à l'occasion de la venue en France de 120 enfants sahraouis que nous avons invités, combien le peuple français nourrissait des sentiments chaleureux à l'égard du peuple sahraoui. Toute notre action est de favoriser l'expression de ces sentiments pour écarter les graves menaces que fait peser l'attitude du gouvernement français sur cette région, et partant sur la paix en Méditerranée.

Interview réalisée par Grégoire CARRAT

POLOGNE : MANOEUVRES DU POUVOIR CONTRE LES SYNDICATS SOLIDARITE

L'affrontement entre la classe ouvrière polonaise et le pouvoir vient d'atteindre un nouveau seuil. Les statuts déposés par les syndicats Solidarité ont enfin été enregistrés le 25 octobre mais... modifiés par le pouvoir dans le dos des syndicats placés devant le fait accompli lors de la séance officielle d'enregistrement au tribunal de Varsovie. Aveu de faiblesse d'un pouvoir incapable d'imposer ses vues à une classe ouvrière dont la combativité n'a cessé de se manifester, ou bien... provocation ?

Au lendemain des accords de Gdansk, le pouvoir officiellement par la bouche de son plus haut dirigeant Stanislas Kania n'a cessé de proclamer sa volonté de respecter les accords. Parallèlement, il ne prenait aucune sanction contre les dirigeants locaux qui s'opposaient par tous les moyens, y compris les menaces à l'encontre des ouvriers, à la constitution de syndicats indépendants. Dans le même temps, la presse officielle se répandait en attaques contre les intellectuels qui participaient au mouvement et le soutenaient, et tout particulièrement contre le KOR. En face le mouvement s'amplifiait et se structurait ; fin septembre, il comprenait trois millions cinq cent mille membres, 3 500 entreprises avaient fait part de leur adhésion. Une coordination nationale se mettait en place et le 24 septembre, ils se dotaient de statuts.

Le pouvoir faisait traîner l'application des accords : la généralisation des augmentations de salaires, sans arrêt repoussée, l'accès aux syndicats libres aux mass-médias inexistant, les entraves à la création des nouveaux syndicats toujours aussi nombreuses. Les syndicats Solidarité décident alors un premier avertissement : une grève générale d'une heure le 3 octobre, suivie massivement et dans une discipline qui témoigne de l'influence et la force de ce mouvement syndical naissant.

Le pouvoir qui malgré tous ses efforts n'avait pu empêcher cette grève relance alors l'offensive sur la question de l'enregistrement des syndicats Solidarité. Il refuse tout enregistrement si les statuts ne mentionnent pas explicitement la reconnaissance du rôle dirigeant du POUF dans l'Etat, du caractère socialiste du régime et ses alliances internationales. Les syndicats répliquent que leurs statuts s'engagent dans leur action à respecter la constitution et les accords de Gdansk qui précisément affirmaient la reconnaissance des points à nou-

veau exigés par le pouvoir. Une série de meetings organisés par les syndicats Solidarité dans le sud de la Pologne montrent l'influence et la détermination des ouvriers.

Enregistrement faussé

Après une confusion savamment entretenue de rencontres prévues et annulées, de dates confirmées et repoussées, la nouvelle de l'enregistrement est tenue.

• En Hongrie, Sandor Gaspar, secrétaire général des syndicats hongrois, a été obligé de reconnaître dans une interview publiée, le 19 octobre par l'organe du parti hongrois *Nepszabadsag* que «des arrêts de travail de quelques heures» s'étaient produits en Hongrie.

• En Tchécoslovaquie d'après des informations recueillies par les syndicats indépendants polonais de Silésie des grèves ont éclaté dans les mines. Les grévistes regroupés en comités ouvriers réclament en particulier la création de syndicats libres.

• En URSS, à Tartu en Estonie une grève a éclaté début octobre pour une augmentation de primes et contre l'augmentation des cadences de production. Démentie officiellement par le ministère de l'intérieur de la république d'Estonie, elle a été confirmée dans un entretien à l'AFP par le directeur de l'usine de Tartu-Katsermonditchas qui s'est cependant empressé d'ajouter que cette grève n'avait pas eu lieu dans son usine mais dans les ateliers de réparation d'une autre usine...

Mais, le pouvoir a enregistré en retranchant ce qui le gênait, en ajoutant ce qu'il avait tenté d'imposer vainement : il a complété suivant ses exigences propres, il a supprimé des statuts «les normes réglant les problèmes de la grève» et les a remplacés par un article réduisant à peu près à néant le droit de grève accordé par les accords de Gdansk.

Le pouvoir étale au grand jour sa faiblesse. Face à la combativité ouvrière, il ne pouvait refuser l'enregistrement des syndicats «Solidarité». Ne pouvant prendre le risque d'un affrontement ouvert avec les travailleurs, il en est réduit aux plus grossières manipulations, à la magouille.

Le pouvoir montre aussi sa soumission de fait aux injonctions pressantes de l'extérieur, du Kremlin directement ou par Honecker (RDA) ou Husack (Tchécoslovaquie) interposés. Pressions d'autant plus grandissantes que les nouvelles démenties ou confirmées arrivaient de grèves ouvrières en Hongrie, Tchécoslovaquie et URSS.

Manœuvre provocatrice

Mais cette manœuvre pour grossière et sordide qu'elle soit n'est pas dépourvue d'habileté politique. Elle tend à faire passer toute réaction des syndicats Solidarité quelle qu'elle soit comme preuve d'une prétendue allégeance aux «éléments anti-socialistes, bourgeois, contre-révolutionnaires» etc.... puisqu'opposée au rôle dirigeant du POUF, au socialisme, aux alliances internationales. Et par la même, elle tend à resserrer les rangs d'un parti très divisé à son sommet entre les partisans et les adversaires d'un compromis et à sa base entre les militants adhérents aux syndicats Solidarité. En contre-point ; elle tend enfin à diviser les rangs d'un mouvement syndical naissant donc agité par les discussions et des points de vue divergents voire contradictoires. Celui-ci était apparu relativement uni sur le refus conscient d'aller au-delà de ce qui ne serait plus acceptable par l'Union Soviétique et qui entraînerait son intervention militaire. On peut penser que les tentatives de faire dépasser au mouvement ouvrier, les limites qu'il s'est fixées présentement s'apparentent à la provocation. Et c'est semble-t-il aussi un des objectifs du gouvernement polonais.

Joelle FECLAZ



ECOLE MATERNELLE : QUAND LES PARENTS S'EN MÊLENT

Depuis la rentrée, de nombreuses luttes se sont déroulées à Paris, pour exiger l'ouverture de classes. Les luttes ont largement mobilisé les parents, et ont commencé à remporter des succès appréciables. Cidessous, une correspondance du 19^e arrondissement relatant la lutte menée rue Fessart.

Soixante-dix enfants sont sur la liste d'attente des écoles maternelles de la rue Fessart et de la rue de Palestine dans le 19^e.

Les parents, avec l'Association Cornec, se mettent d'accord pour exiger la construction d'une école neuve au 32-34 rue Fessart (l'ancienne école est dans un état de délabrement lamentable : portes crevées, waters en piteux état dans la cour).

D'autre part, les parents des enfants se trouvant sur la liste d'attente de la maternelle décident d'occuper la classe vide de la rue Fessart, et d'y tenir une garderie.

Dès le lundi, l'occupation s'organise : les familles du quartier y amènent

leurs enfants la journée. A midi les parents emmènent manger les enfants de ceux qui ne peuvent rester.

Ceux et celles qui travaillent essaient de s'arranger pour prendre une journée ou une demi-journée, une institutrice au chômage assure la permanence, et toute la semaine les locaux sont ainsi occupés par roulement. Le nombre de parents et des enfants variant de 10 à 15 selon les jours.

Le jeudi, l'inspectrice de l'Education nationale, après une visite dans l'école, menace les parents de faire intervenir la police.

Le même jour, une manifestation est organisée, regroupant parents d'élèves-instituteurs, jusqu'au Rectorat. Mais c'est une fin de non-recevoir qu'obtiennent les parents.

Le vendredi, l'occupation reprend.

Le samedi matin, jour de l'assemblée générale, l'inspectrice avertit l'association de parents de la nomination d'un instituteur et de l'ouverture imminente de la classe... C'est un beau succès ! Les parents se félicitent et se promet-

tent de continuer la lutte pour exiger la construction de l'école. Car il reste encore la menace du Rectorat d'imposer aux instituteurs 35 enfants par classe pour caser les enfants qui resteraient encore sur la liste d'attente.

Les parents sont décidés aussi à se coordonner avec d'autres écoles du quartier où les listes d'attente sont longues pour les aider à occuper leur école et exiger ainsi d'autres ouvertures de classe. Ce mouvement est significatif d'une prise en charge des problèmes de l'école par les parents en coordination avec les enseignants.

Ainsi, plusieurs occupations d'écoles ont eu lieu dans la dernière période pour exiger des ouvertures de classe, et les ont obtenues (rue du Clos dans le 20^e, rue Curial dans le 19^e...) En ce sens, ces luttes vont de pair avec les revendications des enseignants qui exigent un enseignement correct et se refusent au «bourrage» scolaire.

Correspondant 19^e

NOUVELLES ORIENTATIONS ET TRAVAIL DE MASSE

Interview du secrétariat de la fédération

Rhône-Loire du PCRM

SUITE DE LA PAGE 14

ouvrière en lutte contre le régime polonais a mis, à notre avis clairement en évidence le fait que dans les pays comme la Pologne, ce n'est pas le socialisme qui s'édifie, c'est une classe exploiteuse, une classe capitaliste qui gouverne. D'autre part, que le mouvement de grève des ouvriers soit parvenu à obtenir satisfaction sur plusieurs revendications essentielles constitue un précédent considérable pour les pays de l'Est.

Un soutien à la lutte des ouvriers polonais

Ces événements sont riches de leçons pour tous ceux que la perspective du socialisme mobilise mais aussi pour tous ceux que la réalité des pays de l'Est, présentée fausement comme socialiste, a rendu sceptique sur la possibilité d'édifier le socialisme. C'est une première raison pour nous de mener une large campagne et un profond débat politique, et dans ce cadre, de nous adresser particulièrement aux militants du PCF. Car les événements de Pologne interpellent directement le projet de société du PCF, son analyse en termes de «bilan globalement positif» pour les pays de l'Est.

Etroitement lié au débat politique, c'est

un devoir internationaliste pour les communistes que de soutenir activement les justes mouvements de lutte que la classe ouvrière, les travailleurs mènent contre l'exploitation et l'oppression dans les différents pays du monde. Cette deuxième raison, si l'on peut dire, est également importante si l'on considère les risques de répression, les menaces d'intervention qui demeurent grandes pour le mouvement de lutte des travailleurs polonais. Ainsi tout ce qui sur la base d'une clarté politique, va dans le sens de faire connaître la lutte des travailleurs polonais, de développer une solidarité et un soutien réel, de tisser des relations plus étroites entre les travailleurs de France et de Pologne, contribue à éviter l'isolement des ouvriers polonais, contribue à faire reculer les risques de répression et d'intervention.

Au-delà de l'agitation-propagande par voie de tracts, d'affiches, de la propagande orale quotidienne, des premiers cercles de débat qui constituent l'activité engagée ou en train de s'engager, nous nous proposons, d'une part d'amplifier ce travail, d'agir et de débattre avec toutes les forces qui le veulent afin que se manifeste un courant réel de soutien politique. D'autre part, nous nous proposons d'œuvrer activement pour que se manifeste concrètement par des échanges, des visites, des jumelages, des liens entre les travailleurs de France et de Pologne.

télévision

LES CHEVAUX DU SOLEIL : GALOP D'ESSAI POUR VIEUX DEMONS

En vingt-quatre heures, nous avons franchi trente ans. Bouychou, mercredi soir encore soldat à la moustache conquérante débarqué en Algérie dans les armées de Charles X, est devenu un colon à la barbe grise lors du deuxième épisode du feuilleton *Les chevaux du soleil* (1).

Sympathique, le bonhomme, avec ses mains de terrien, sa carrure de laboureur, son franc-parler qui n'épargne pas plus en 1860 le général de Roailles qu'il ne le faisait trente ans plus tôt, quand celui-ci n'était encore que lieutenant. Avec ça, amoureux à cinquante ans comme il l'était à vingt, de sa Marie Aldabram, bonne comme du bon pain. Et il faudrait encore évoquer ses grandes filles, son petit garçon pour qui la vie aux champs est tellement plus attirante

que les bancs de l'école... Oui, nous les connaissons bien, tous ceux-là, avec leurs joies, leurs peines leurs bons et leurs mauvais côtés ; et comme ils nous semblent proches ! Proches de nous, parce qu'on nous les a donnés à connaître, dans ce qu'ils ont de semblable à nous.

Ils vivent maintenant dans une maison blanche, plantée dans un pays inondé de soleil. Dans ce décor s'agitent, silhouettes rapidement entrevues au détour d'une séquence, les Autres, les Arabes.

Passons-les en revue. Premier épisode : des soldats anonymes qui s'entre-tuent avec les troupes françaises ; le dey d'Alger, gras personnage, la moustache en croc caricaturalement ottomane, vaniteux persuadé de sa puissance, couard l'instant

d'après, lorsque les obus français commencent à pilonner son palais. Ça y est, Alger est prise ! Bouychou loge chez l'habitant. Devant une femme qui prépare le repas, il se plaint à haute voix, sans gêne : il n'aura même pas pu «baiser une moukère». Dans la rue, des gosses jouent déjà à imiter les soldats français ; un homme, sur son âne, salue en passant le lieutenant et son ordonnance : «Salam !» — déjà conquis ! Rideau jusqu'à jeudi soir.

Maintenant, voici Bouychou effectuant la paie de ses moissonneurs algériens. musique arabe en fond sonore : c'est jour de fête, le bon colon distribue ses largesses ! Et puis, il y a Ahmed, (Ahmed, prononcé sans le h, à la française, Amed, quoi, comme ils s'appellent tous), l'homme

à tout faire de la ferme, complice des affaires de la famille, à la manière d'un valet de comédie. Même pas... les valets de comédie existent pour eux-mêmes, ils ont leurs amours, leurs intrigues, leurs projets. Ahmed, lui, n'existe que pour les Bouychou, ne nous est donné à voir que dans ses rapports avec eux ; a-t-il seulement, lui, comme Bouychou, une femme, des enfants, a-t-il eu une jeunesse dont les souvenirs ensoleillent son aujourd'hui ? Peut-être avait-il une terre ?... Un morceau des dix hectares de Bouychou ? Allons, qu'importe ! Ahmed travaille à la ferme des Bouychou : c'est là sa définition son essence. Ainsi des soldats en turban, du dey comme de la «moukère», des enfants, du passant sur son âne ou bien des moissonneurs : ils parlent

aux Français — ou ne leur parlent pas ; ils les tuent, les singent, les servent, mais ils n'existent que par eux.

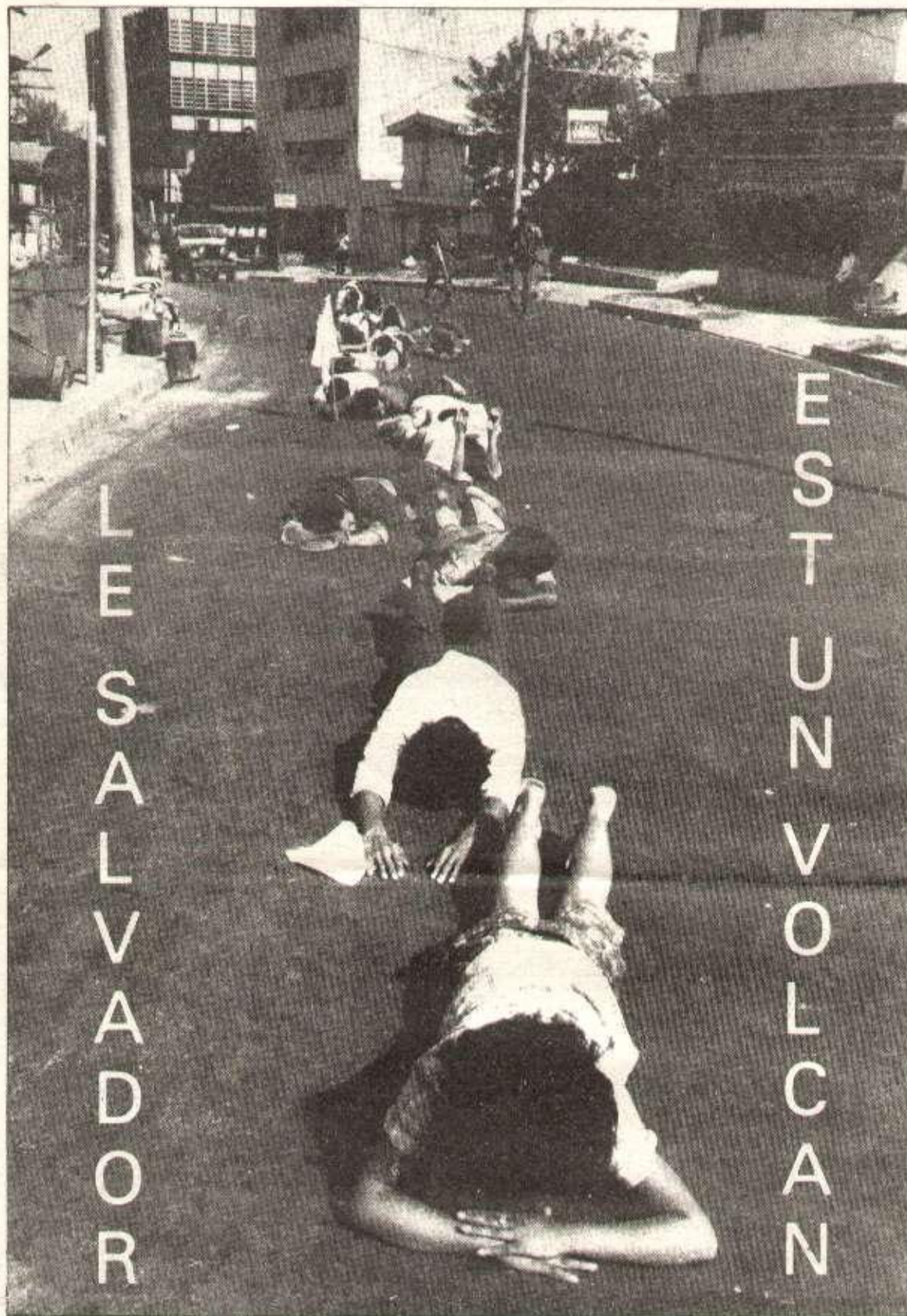
Et puis une idée sous-jacente s'est révélée ce jeudi : Marguerite, la fille de Bouychou, veut aiguïser la jalousie de son amant, officier dans l'armée française, et lui jette à la figure : «J'ai couché avec un Arabe !» Suprême insulte, acte dont la pensée seule soulève la rage : pourquoi pas avec un orang-outang ?

Car, on l'a deviné, les Arabes, au contraire des Bouychou, si épais d'humanité, n'appartiennent pas vraiment à notre espèce ; ils n'ont de vertu que la soumission à l'occupant, de réalité que celle qu'il veut bien leur concéder. Bouychou et de Roailles,

lors du premier épisode, ont défini l'Algérie : un pays de sauvages, mais son ciel est si beau ! Allez vous étonner que l'autre jour à Marseille, le CRS Taillefer ait pu abattre sans raison le jeune Lahouari : ce n'est pas sur un homme qu'il a tiré, mais sur cette chose inexistante, inconnaissable, sans le moindre rapport de nature avec nous autres, les Bouychou et les Dupont, sur un Arabe, quoi... Au fait, pourquoi ce brave colon de Bouychou ne sort-il jamais sans son fusil ?

Martin RABATEL

1) feuilleton en 12 épisodes sur les colons d'Algérie. TF1, mercredi et jeudi soir.



LE SALVADOR

EST UN VOLCAN

L'armée fait régner la terreur...

Une junte débordée par l'extrême-droite ?

Depuis le 15 octobre 1979, date de renversement du général Romero, une junte de militaires exerce le pouvoir et la répression. Cette junte, comme la sinistre junte argentine est souvent présentée par les mas-médias en France comme libérale, composée d'éléments modérés mais victime d'un débordement d'extrême-droite : la social-démocratie locale, (le MNR) et le PC salvadorien n'en ont-ils pas été partie prenante ? N'a-t-elle pas prôné le rétablissement des libertés, la dissolution des groupes d'extrême-droite, n'a-t-elle pas

organisé une réforme agraire ? N'a-t-elle pas l'appui des régimes latino-américains (Mexique, Equateur, Nicaragua exceptés) ?

La junte assure la paix — une paix de 150 000 morts — car la junte «modérée» a peur : peur d'un mouvement révolutionnaire ; le 22 janvier une gigantesque manifestation, le 24 juin une grève générale sont réprimées brutalement. Elle est si libérale qu'elle libère le 13 mai, Robert d'Auhusson, chef de file des ultras et qu'elle «encourage» la démission du colonel Majano, représentant des libéraux dans la junte. Si modérée que, le 3 janvier le MNR et le PC lui retirent leur appui et quittent le gouvernement. Si modérée qu'en septembre le colonel Abul Guttierrez, partisan de la plus

violente répression, voit son pouvoir se renforcer au sein de la junte. Si modérée, qu'avant même la prise du pouvoir de Guttierrez, l'armée en août, a massacré plusieurs centaines de grévistes, a décidé l'état d'urgence le 25 août, mesure prise à la suite du mouvement de grève des travailleurs de la société hydraulique du Rio Lempa.

Le soutien des Etats-Unis

Carter, champion des droits de l'homme, aimerait voir au Salvador s'installer une solution «modérément démocratique», afin de maîtriser la poussée croissante des forces révolutionnaires : il a

Le Salvador n'est pas sans présenter de frappantes analogies avec le Guatemala : sous la botte militaire depuis 1932, ce petit pays de 21 000 km², de 4 millions d'habitants compte déjà 5 000 morts victimes de la répression, depuis début 1980. Comme au Guatemala, le peuple s'organise, fait front, l'exemple du Nicaragua fascinant la résistance, terrorisant le pouvoir dictatorial.

Par Jean-Louis BRUNET

son homme, un libéral le colonel Adolfo Majano. En attendant de meilleurs temps, Carter pare au plus pressé : il aime la junte, l'arrose de crédits (5 millions de dollars pour financer l'achat d'armes, 499 000 dollars pour l'entraînement des miliaires aux Etats-Unis ou sur la zone du canal de Panama). La junte n'est pas à court d'argent : elle va recevoir 110 millions de dollars de la banque mondiale et 180 millions de la banque interaméricaine de développement.

Un pays saigné à blanc...

Quatorze familles possèdent le Salvador, contrôlent la vie économique et politique du Salvador, tiennent le coton, le cacao, le sucre, l'huile de palme, les phosphates, le cheptel. Rois des conserveries et du coca-cola, de la bière, des eaux minérales, la moitié des terres cultivables leur appartient : ils ont fait et défont presque tous les gouvernements depuis l'indépendance. Ils règnent sur 3 millions de salvadoriens : des péones sous payés (2 francs par jour en moyenne), des colons, esclaves de la terre, des «fincas» où ils travaillent : 60 % des Salvadoriens disposent pour vivre moins de 480 dollars par an, 75 % sont analphabètes, la consommation de viandes, de volailles, de poissons est nulle chez les péones. Beaucoup émigrent au Honduras, jusqu'à ce que la guerre éclate entre les deux pays et que le Honduras renvoie les 100 000 Salvadoriens qui y travaillent, les accusant de vouloir coloniser le pays.

...qui lutte depuis toujours

Le 22 janvier, les cours du café s'effondrent, les ouvriers agricoles se trouvent dans une misère épouvantable. Les campagnes se soulèvent contre les quinze ; armées de machète, les péones se mettent en marche sur Izalio, prennent d'assaut Sansonate, Sonzacate et Nahualio. Le 26 janvier, les soldats quittent Savador pour Izalio, le général Calderon refuse l'appui des soldats américains du navire Rochester dépêché à la hâte et jure qu'il a déjà liquidé plus de 5 000 «bolcheviks». C'est 30 000 morts (1 % de la population) que l'on comptera quand l'armée se retire. Parmi les victimes Farahundo Marti, fondateur du parti communiste salvadorien, ancien

lieutenant de Sandino, le Nicaraguayen.

Aujourd'hui des forces s'organisent contre la répression et la dictature, l'une d'entre elle s'est appelée les Forces Populaires de Libération Farahundo Marti, désirant ainsi traduire la force de la tradition de lutte du peuple salvadorien. Avec l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple), elles se sont dotées d'une direction révolutionnaire unifiée. Pour renverser la junte par les armes, se sont constituées aussi en février la Coordination Révolutionnaire des masses (CRM) qui appelle à un gouvernement démocratique révolutionnaire avec un programme plus radical que celui du Front Sandiniste. Enfin le 1^{er} avril, s'est créé le Front Démocratique Révolutionnaire qui regroupe le MNR, la tendance populaire de la Démocratie Chrétienne, la CRM et des représentants des classes moyennes.

Ces résistances sont actives et multiplient les initiatives (le 16/9 l'ambassade des Etats-Unis est attaqué à coup de bazooka par l'ERP, les militants de la CRM occupent le 17 octobre le siège de l'Organisation des Etats Américains et retiennent 11 otages pour obtenir la libération des prisonniers politiques), mais n'en rencontrent pas moins certains problèmes.

Si le problème de l'unification de la Résistance semble en voie de se résoudre avec la création du Front Démocratique Révolutionnaire au mois d'avril et la toute récente coordination dans un Front de Libération Farahundo Marti, des trois groupes de résistance armée, les forces de la Résistance sont confrontées au problème de l'élargissement de leur base sociale : à l'image du Front Sandiniste, elles voudraient en effet attirer dans leurs rangs certains pans de la bourgeoisie nationale. Or, au Salvador contrairement au Nicaragua, cette bourgeoisie est nettement inféodée au pouvoir de la junte et même si quelques uns de ses éléments ont rejoint la Résistance, elle ne semble pas disposée dans son ensemble à engager le combat contre la dictature — malgré les efforts, en particulier du FDR dans sa direction. Et peut-être touche-t-on le problème plus profond de l'exemplarité fascinante de la révolution nicaraguayenne ?... Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, et malgré l'ampleur et la sauvagerie de la répression, la Résistance bénéficie de l'appui très large du peuple du Salvador et comme on dit là-bas : «Le Salvador est un volcan, et la junte sera balayée par la lave du mouvement populaire !»